

**BUREAU VERITAS EXPLOITATION**

Service Maîtrise des Risques HSE

1 rue de MICY

45380 LA CHAPELLE ST MESMIN

Téléphone : +33 2 38 88 98 35

Mail : [norranny.lima@bureauveritas.com](mailto:norranny.lima@bureauveritas.com)**LIDL Direction Régionale Sorigny (DR 18)**

ZAC Isoparc de Touraine

37250 Sorigny

**A l'attention de :** Sandra DUPONT[sandra.dupont@lidl.fr](mailto:sandra.dupont@lidl.fr) Tel: +33 (0) 2 47 34 23 72**Fonction :** Secrétaire Direction Immobilier

## Rapport d'étude historique, documentaire et de vulnérabilité des milieux

*MISSION INFOS SELON NORME NF X31-620-2*

Lieu d'intervention :

Projet LIDL

19 Route d'Orléans

41500 Mer

**Référence du rapport : 797534-7271304-1****Version 0 du 25/07/2019****Ce rapport contient 9393 pages.****Certification LNE Sites et Sols  
Pollués n°32509**Liste des sites certifiés disponible  
sur [www.LNE.fr](http://www.LNE.fr)

## Bureau Veritas Exploitation

Siège social  
8, cours du Triangle  
92800 PUTEAUX

SAS au capital de 36 315 050 euros – RCS 790 184 675  
Code NAF : 7120B : Analyses, essais et inspections techniques  
Représentant légal : Jacques POMMERAUD

Pour en savoir plus [www.bureauveritas.fr](http://www.bureauveritas.fr)

	Emetteur du Rapport			
	Bureau Veritas Exploitation Service Maitrise des Risques HSE			
Adresse	Service Maîtrise des Risques HSE 1 rue de MICY 45380 LA CHAPELLE ST MESMIN			
Téléphone	02 38 88 98 35			
Votre contact	Norranny LIMA			
Téléphone	+33 6 38 89 77 64			
Mail	norranny.lima@bureauveritas.com			
Référence du rapport : 797534-7271304-1				
Version	V0			
Date	25/07/2019			
Rédacteur	Norranny LIMA			
Chef de Projet	Rachel CHANDON			
Superviseur	Rosine KOPP			

### Note de version (principales modifications effectuées) :

*V0 : version initiale*

# TABLE DES MATIERES

<b>AVANT-PROPOS : LIMITATIONS.....</b>	<b>7</b>
<b>RESUME NON TECHNIQUE .....</b>	<b>8</b>
<b>1 INTRODUCTION.....</b>	<b>10</b>
1.1 CADRE ET PERIMETRE DE L'ETUDE.....	10
1.2 OBJECTIFS DE L'ETUDE .....	10
1.3 CONTENU DU RAPPORT .....	10
<b>2 CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET METHODOLOGIE .....</b>	<b>11</b>
2.1 TEXTES ET OUTILS DE REFERENCE .....	11
2.2 PRINCIPE DE GESTION DES SITES ET SOLS POLLUES.....	12
2.3 SOURCES D'INFORMATION .....	13
<b>3 DESCRIPTION DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>14</b>
3.1 LOCALISATION.....	14
3.2 USAGE ACTUEL .....	18
<b>4 CONFIGURATION DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>19</b>
4.1 VISITE DE SITE .....	19
4.2 VOISINAGE.....	36
4.1 MESURES DE MISE EN SECURITE DU SITE.....	37
4.2 IDENTIFICATION DES CONTRAINTES POTENTIELLES LIEES A LA MISE EN ŒUVRE D'INVESTIGATIONS.....	37
<b>5 ETUDE HISTORIQUE ET MEMORIELLE.....</b>	<b>38</b>
5.1 CONSULTATION DES BASES DE DONNEES PUBLIQUES.....	38
5.2 REVUE DES ETUDES ANTERIEURES RELATIVES AUX SITES ET SOLS POLLUES ..	41
5.3 REVUE DES PHOTOGRAPHIES AERIENNES .....	41
5.4 EVOLUTION DES ACTIVITES .....	51
5.5 ÉVOLUTION DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE .....	52
<b>6 IDENTIFICATION DES SOURCES DE POLLUTION POTENTIELLE OU AVEREE SUR SITE .....</b>	<b>52</b>
<b>7 PROJET D'UTILISATION FUTURE DU SITE.....</b>	<b>56</b>
<b>8 CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL.....</b>	<b>57</b>
8.1 TOPOGRAPHIE .....	57

8.2	CONTEXTE METEOROLOGIQUE .....	57
8.3	GEOLOGIE .....	58
8.4	HYDROGEOLOGIE.....	61
8.5	HYDROLOGIE .....	64
8.6	ZONES NATURELLES REMARQUABLES .....	65
8.7	RISQUES NATURELS .....	66
8.8	SYNTHESE DE LA VULNERABILITE .....	69
<b>9</b>	<b>SCHEMA CONCEPTUEL INITIAL.....</b>	<b>70</b>
9.1	CIBLES RETENUES .....	70
9.2	SOURCES IDENTIFIEES .....	70
9.3	EXPOSITION.....	70
<b>10</b>	<b>PROGRAMME DES INVESTIGATIONS A METTRE EN ŒUVRE.....</b>	<b>73</b>
<b>11</b>	<b>CONCLUSIONS : RESUME TECHNIQUE.....</b>	<b>76</b>
<b>12</b>	<b>ANNEXE – DOCUMENTS CONSULTES AUX ARCHIVES DEPARTEMENTALES DU LOIR ET CHER .....</b>	<b>77</b>

## TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : schéma de principe de gestion des Sites et Sols Pollués.....	12
Figure 2 : Localisation du site d'étude - extrait de la carte IGN 1/25000ème (source : Infoterre) .....	14
Figure 3 : plan cadastral du site (source : cadastre.gouv) .....	15
Figure 4 : Plan de zonage et servitudes d'utilité publique de la Commune de Mer (Source : Portail d'urbanisme des droits du sol en Loir-et-Cher).....	18
Figure 5 : Vue aérienne du site (Source : Google maps).....	21
Figure 6 : Plan de l'intérieur du bâtiment abritant les installations de l'ancien supermarché (Source : plan d'évacuation DIA).....	22
Figure 7 : Plan des abords du site (fond de carte : photographie aérienne, Infoterre) .....	37
Figure 8 : Sites BASIAS localisés dans un rayon de 500 m autour du site (fond de carte : photographie aérienne, Infoterre) .....	40
Figure 9 : localisation des sources de pollution (sur fond de vue aérienne de Google Maps).....	55
Figure 10 : Projet de construction d'un nouveau magasin LIDL – source LIDL- échelle 1/500ème .	56
Figure 11 : extrait de la carte géologique du BRGM.....	59
Figure 12 : Forages recensés à proximité du site (Source : Infoterre) .....	60
Figure 13 : log géologique du forage BSS réf 03975X0069/PF.....	61
Figure 14 : Points d'eau recensés dans un rayon de 1 km du site (Source : Infoterre).....	62
Figure 15 : Localisation du cours d'eau à proximité du site (source : Infoterre) .....	65
Figure 16 : Carte de zonage réglementaire des PPR Inondation de la commune de Mer (source : Géorisques) .....	66
Figure 17 : Carte du risque de remontée de nappe (source Infoterre).....	67
Figure 18 : schéma conceptuel initial (échelles verticales et horizontales non respectées).....	72
Figure 19 : Plan de localisation des sondages proposés (sur fond de vue aérienne de Geoportail)	75
Tableau 1 : sources d'information .....	13
Tableau 2 : parcelles cadastrales .....	16
Tableau 3 : photographies et description des zones .....	23
Tableau 4 : sites BASIAS (rayon : 500 m).....	39
Tableau 5 : photographies historiques – sans échelle.....	42
Tableau 6 : sources potentielles ou avérées de pollution sur site.....	53
Tableau 7 : Variations de températures sur la commune d'Orléans sur la période 1975/2018 (source : Infoclimat).....	57
Tableau 8 : Précipitations sur la commune d'Orléans sur la période 1975/2018 (source : Infoclimat).....	58
Tableau 9 : usages des eaux souterraines.....	62
Tableau 10 : risques recensés sur la commune.....	68
Tableau 11 : synthèse de la vulnérabilité .....	69
Tableau 12 : cibles retenues.....	70
Tableau 13 : voies d'exposition sur site (schéma conceptuel initial).....	70
Tableau 14 : voie d'exposition hors site (schéma conceptuel initial).....	71
Tableau 15 : recommandations.....	73

## ABREVIATIONS

BRGM : Bureau de Recherches Géologiques et Minières

BTEX : Benzène, Toluène, Ethylbenzène et Xylènes

COHV : Composés Organiques Halogénés Volatils

COT : Carbone Organique Total

HAP : Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques

HCT : Hydrocarbures Totaux

IGN : Institut national de l'information géographique et forestière

INERIS : Institut National de l'Environnement industriel et des RISques

INRA : Institut National de Recherche Agronomique

ISDI : Installation de Stockage des Déchets Inertes

LQ : Limite de Quantification

MS : Masse Sèche

MTES : Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire

NGF : Nivellement Général de la France

PCB : Polychlorobinéphyles

PID : Détecteur photo-ionisant (Photo Ionisation Detector)

QSSE : Qualité Santé Sécurité et Environnement

# **Rapport d'étude historique, documentaire et de vulnérabilité des milieux du site du 19 route d'Orléans à Mer (41)**

## **Avant-propos : Limitations**

*Le présent rapport a été préparé pour et à la demande de **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**IDL (le « Client ») dans le cadre de la commande passée à Bureau Veritas par le Client le 24/04/2019 en réponse à notre offre référencée 797534/190412-0265 en date du 12/04/2019.*

*Il est indissociable du contrat liant Bureau Veritas et le Client. Il est essentiel d'en considérer les termes pour la lecture de ce document qui en constitue le livrable principal. L'engagement n'est pris par Bureau Veritas que vis-à-vis du Client et aucun engagement ou garantie, de quelque nature que ce soit, n'est concédée à une tierce partie en ce qui concerne les opinions, conclusions ou recommandations exprimées dans ce rapport.*

*L'étude a été réalisée en s'appuyant sur la connaissance que Bureau Veritas avait, à la date de rédaction du présent document, de l'Etat de l'Art, de la législation environnementale et de la méthodologie applicables en matière de gestion de sites et sols pollués. Toute modification apportée aux textes de référence est susceptible d'affecter l'exactitude des opinions, conclusions ou recommandations contenues dans le présent rapport. Bureau Veritas ne pourra être tenu, après la remise du présent rapport, d'informer le Client de tels changements ou de leurs éventuelles répercussions.*

*Excepté en cas de contradiction ou incompatibilité avec les informations déjà en sa possession ou en cas d'incohérence, Bureau Veritas a utilisé les informations qui lui ont été fournies en supposant leur exactitude, sans vérification indépendante, sans que ceci puisse lui être reproché car la responsabilité des données reste à ceux qui les ont fournis.*

*Le contenu du présent rapport reflète l'opinion professionnelle du personnel de Bureau Veritas spécialiste de l'environnement mais ne constitue en aucun cas des conseils ou avis d'ordre juridique qui doivent être adressés par des juristes de profession.*

*Le résumé et les conclusions de l'étude représentent des données synthétiques. Leur considération ne peut se faire sans avoir au préalable pris connaissance et étudié le rapport dans son ensemble et le détail. Ils n'ont de sens que dans le contexte du rapport entier.*

## Résumé non technique

N° d'affaire :	<b>Erreur ! Source du renvoi introuvable.</b>
Type de mission et codification (NF X 31-620)	<p>Prestation INFOS selon la norme NFX 31-620-2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ A100 : Visite de site</li> <li>▪ A110 : Etudes historiques, documentaires et mémorielles</li> <li>▪ A120 : Etude de vulnérabilité des milieux</li> <li>▪ A 130 : Conception du programme d'investigations</li> </ul>
Nom du client	<b>Erreur ! Source du renvoi introuvable.</b>
Localisation du site	Projet de magasin LIDL à Mer : 19, route d'Orléans - 41500 Mer Parcelles n°209, 210, 211, 212, 522, 539, 654, 1244, 1245, 1336 section AR
Surface	12 300 m <sup>2</sup>
Diagnostics SSP antérieurs pris en compte	Aucun diagnostic antérieur ne nous a été communiqué par le Client
Usage sur site au moment de l'étude	Site occupé par 3 bâtiments accolés ayant abrité des activités de commerce (supermarché DIA et magasin Gamm Vert), des parkings et voiries en enrobé et un parking en calcaire.
Usage futur considéré	Site à vocation commerciale
Plan Local d'Urbanisme et Secteur d'Information sur les Sols	<p>Le site est implanté en zone UB au Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Mer, approuvé le 25/02/2013. Cette zone est destinée à l'accueil de toute construction et installation compatible avec la nature de la zone, à vocation d'habitat, de commerce, d'équipement, de service ou d'artisanat.</p> <p>Par ailleurs, la consultation des documents d'urbanisme a mis en évidence la présence de servitude d'utilité publique concernant la protection des monuments historiques classés ou inscrits en Loir-et-Cher.</p> <p>Le site n'est pas localisé sur un SIS.</p>
Activités actuelles ou passées potentiellement polluantes sur site	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ancienne station-service et cuves enterrées de carburant,</li> <li>• Parking en enrobé avec potentielles égouttures de produits et fuites de véhicules,</li> <li>• Potentiels remblais,</li> <li>• (Anciennement société Thelliez) Bâtiment de stockage avec potentiels déversements accidentels de produits issus de l'activité de réparation et vente de machines agricoles,</li> <li>• Ancien auvent de stockage et de stationnement avec potentielles égouttures de produits et fuite de véhicules,</li> <li>• Transformateurs électriques,</li> <li>• Séparateur d'hydrocarbures sur les eaux de voirie (présence et localisation non confirmée).</li> <li>• Parking en calcaire avec potentielles égouttures de produits et fuite de véhicules.</li> </ul>
Statut ICPE du site	<p>D'après la base de données BASIAS, le site a été soumis à déclaration au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). La société Docks de Blois disposait de deux déclarations, une datant du 11/12/1967 pour l'exploitation d'un atelier de réparation de machines agricoles et un atelier de carrosserie et d'application de peinture ; la deuxième déclaration datant du 16/02/1981 pour l'exploitation d'une station de distribution de carburants et le stockage de carburants.</p> <p>La société SAPTA disposait également d'un récépissé de déclaration pour la même activité et datant du 09/06/1976.</p>



N° d'affaire :	Erreur ! Source du renvoi introuvable.
	Le Client ne sait pas si le site a fait l'objet d'une cessation de ces ICPE.
Activités historiques potentiellement polluantes sur site	<p>Site agricole jusqu'en 1961. Puis exploitation du site à des fins commerciales, par différentes enseignes, jusqu'en 2016.</p> <p>Mise en service d'une station-service avec stockage de carburants sur le site en janvier 1981.</p> <p>Le site était exploité en parallèle par la société Thelliez qui exerçait une activité de réparation et vente de machines agricole de 1967 à 1981, la société occupait la partie Nord-Est du site. A partir de 1992 l'enseigne Gamm Vert a occupé les installations auparavant occupées par la société Thelliez, la société reste sur place jusqu'en 2017 année de la cessation d'activité sur le site.</p>
Activités potentiellement polluantes au voisinage du site	<p>Parallèlement aux sources sur site, Bureau Veritas a identifié des activités actuelles ou passées comme pouvant avoir eu un impact potentiel sur les sols et/ou les eaux souterraines au droit du site étudié. Il s'agit notamment des activités recensées dans les bases de données Basias et Basol, et présentes dans un rayon d'environ 1 km autour du site étudié.</p> <p>A noter que le site est référencé dans la base de données BASIAS sous les références suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• CEN4101354 au nom de SAPTA, pour l'exploitation d'une station de distribution de carburants et le stockage de carburants ;</li> <li>• CEN4101172 au nom de la société des Docks de Blois S.A. (ex. THELLIEZ Entreprise) pour la même activité, et pour un atelier de réparation de machines agricoles et un atelier de carrosserie et d'application de peinture.</li> </ul>
Vulnérabilité du site	<p>Site situé en zone urbaine à proximité immédiate de zones d'habitations avec présence d'établissements sensibles (écoles) dans un rayon de 500m.</p> <p>Pas de proximité immédiate de cours d'eau, ni de zones naturelles.</p> <p>Le site est toutefois situé dans une zone potentiellement sujette à l'inondation des caves.</p>
Synthèse des risques de dégradation de qualité environnementale de sol identifiés par Bureau Veritas et constats après vérification	<p>Actuellement, le site est inoccupé et non-exploité. Des sources potentielles de pollution de sols ont été identifiées lors de l'étude historique et documentaire.</p> <p>Dans le cadre du projet de création d'un nouveau magasin à usage commercial (usage sensible), avec une présence constante sur site de travailleurs, adultes et enfants, des investigations de sols doivent être réalisées au droit des sources potentielles de pollution identifiées et listées ci-avant.</p>
Recommandations	<p>Ne disposant pas d'informations sur l'apport de remblais lors de la construction du site et sur la qualité de ces derniers, nous vous recommandons de récupérer les informations nécessaires sur les matériaux utilisés (provenance, qualité), afin de lever toute incertitude sur leur qualité. A défaut, seuls des prélèvements pour analyses des remblais utilisés permettront de préciser leur qualité.</p> <p>Ne disposant pas d'informations sur de possibles fuites et/ou pollutions accidentelles qui auront pu avoir lieu pendant l'exploitation du site et de l'ancienne station-service, nous recommandons également des prélèvements pour analyses de sols aux abords des sources potentielles identifiées.</p>

# 1 INTRODUCTION

## 1.1 CADRE ET PERIMETRE DE L'ETUDE

Dans le cadre du projet d'implantation d'un nouveau magasin de l'enseigne sur la commune de Mer, la société LIDL souhaite connaître l'état du sous-sol de cette acquisition avant le démarrage des travaux de construction.

Ce rapport a donc pour objectif la fourniture de services d'assistance en sites et sols pollués pour évaluer la qualité environnementale des sols du site. Elle fait suite à la demande de Madame Sandra DUPONT de la société LIDL DR 18, et aux échanges qui ont suivis.

A la demande du client, Bureau Veritas propose la prestation INFOS de la norme NF X31-620-2, qui inclut les prestations successives :

- une visite de site (A100) ;
- les études historique, documentaire et mémorielle (A110) ;
- une étude de vulnérabilité des milieux (A120) ;
- les recommandations d'actions à mettre en œuvre et en particulier l'élaboration du programme prévisionnel d'investigations à mener (A130).

Ce rapport a été préparé sur la base des informations collectées durant l'étude historique et documentaires réalisées entre le 21/05/2019 et le 15/07/2019.

## 1.2 OBJECTIFS DE L'ETUDE

Les objectifs de l'étude, tels que définis en collaboration avec le client, et précisés dans la proposition sont :

### Etudes historiques et documentaires

- l'étude de la vulnérabilité de l'environnement à une pollution éventuelle (étude documentaire),
- l'analyse historique du site permettant de recenser dans un espace spatio-temporel les activités s'étant succédé sur le site, en s'attachant en particulier aux pratiques environnementales,
- l'identification des zones sources de pollution potentielle,
- la mise en place du schéma conceptuel,
- la définition des interventions ultérieures.

## 1.3 CONTENU DU RAPPORT

Ce rapport qui présente le résultat de l'étude historique et documentaire comprend :

- La présente introduction ;
- Une présentation de l'approche et de la méthodologie retenue ;
- La localisation du site et son environnement, dans un rayon d'environ 500 m ;
- La synthèse de l'historique du site ;
- L'identification des zones de pollutions potentielles ou avérées ;

- Le projet d'utilisation du site ;
- Le contexte environnemental
- La proposition de schéma conceptuel ;
- La conception du programme d'investigations ;
- Nos conclusions et recommandations.

## 2 CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET METHODOLOGIE

Les prestations objet du présent rapport ont été réalisées conformément à l'approche française en vigueur.

### 2.1 TEXTES ET OUTILS DE REFERENCE

Les textes et outils de référence utilisés dans le cadre de cette étude sont :

1. La politique nationale en matière de gestion de sites (potentiellement) pollués définie par le Ministère en charge de l'environnement telle que présentée dans :
  - la **note ministérielle du 19 avril 2017** relative aux sites et sols pollués – Mise à jour des textes méthodologiques de gestion des Sites et Sols Pollués du 8 février 2007.
  - Les « **Outils de gestion** » regroupant les guides méthodologiques permettant de mettre en œuvre les différentes démarches de gestion possibles sur un site pollué. (outil du Ministère et outil d'appui développé par des tiers).
2. Les normes NF X 31-620 (parties 1 et 2) et documents associés définissant notamment les prestations de services relatives aux sites et sols pollués.

D'après la base de données BASIAS, le site a été soumis à déclaration au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

La société Docks de Blois disposait de deux déclarations, une datant du 11/12/1967 pour l'exploitation d'un atelier de réparation de machines agricoles et un atelier de carrosserie et d'application de peinture ; et la deuxième datant du 16/02/1981, pour l'exploitation d'une station de distribution de carburants et le stockage de carburants.

La société SAPTA disposait également d'un récépissé de déclaration pour la même activité en date du 09/06/1976.

Le Client ne sait pas si le site a fait l'objet d'une cessation d'activité pour ces installations classées au titre de la réglementation ICPE.

## 2.2 PRINCIPE DE GESTION DES SITES ET SOLS POLLUES

L'approche française en matière de gestion des sites et sols pollués est détaillée dans les textes de référence cités ci-dessus. Néanmoins, le processus s'appuie sur une approche par étape qui peut être résumé par le schéma présenté ci-après :

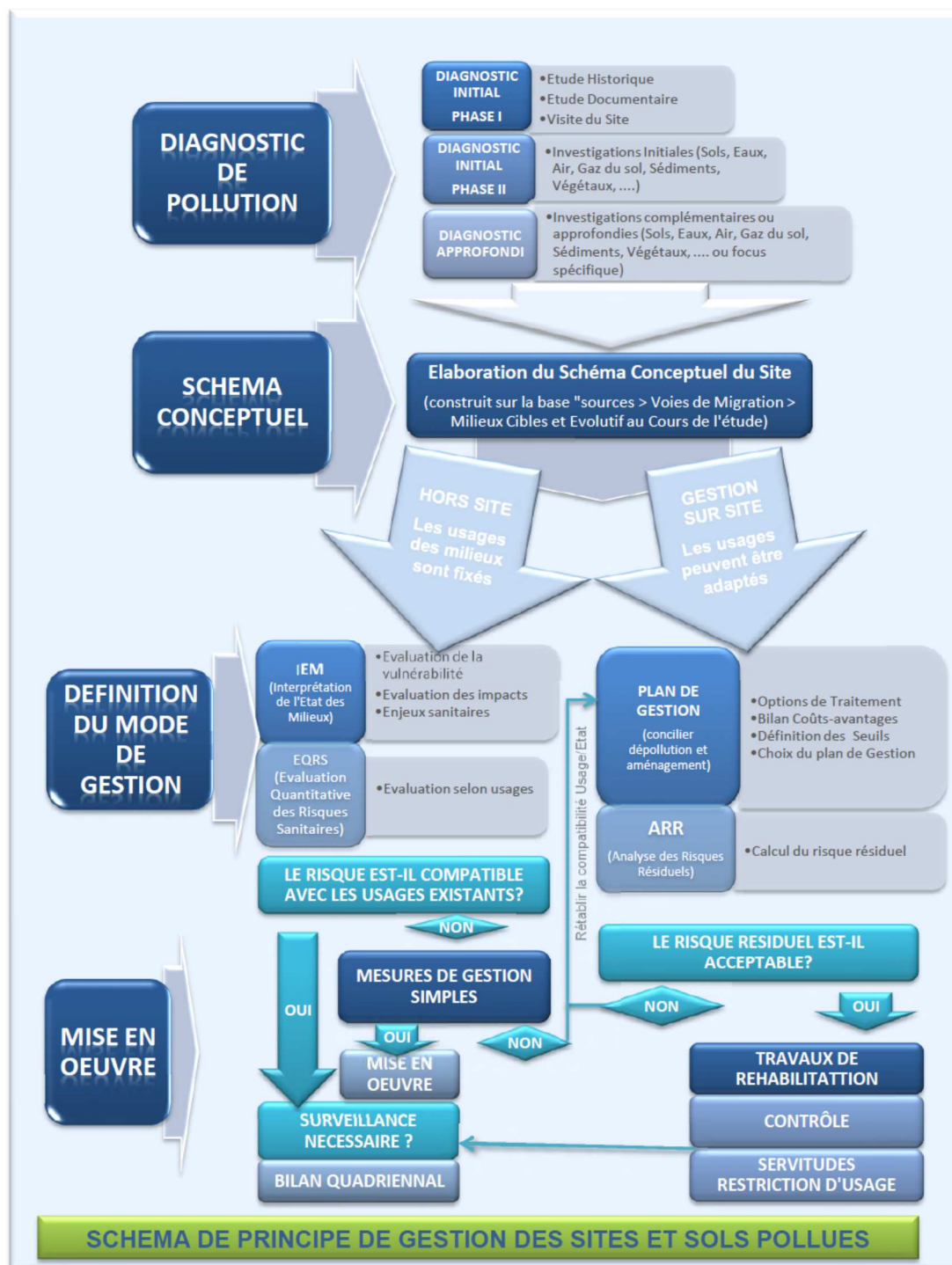


Figure 1 : schéma de principe de gestion des Sites et Sols Pollués

## 2.3 SOURCES D'INFORMATION

Les informations obtenues et utilisées dans le cadre de cette étude proviennent des sources suivantes :

- ✓ Les bases de données publiques accessibles par Internet (Basol, Basias, Infoterre, Géoportail,...) ;
- ✓ La carte topographique de l'IGN et la carte géologique du BRGM,
- ✓ Les photographies aériennes de l'IGN disponibles ;

**Tableau 1 : sources d'information**

Données recherchées	Sources d'information	Mode de consultation	Date de consultation	Réponse reçue (oui / non)
Règlement du Plan Local d'Urbanisme, servitudes d'utilité publique	Mairie Mer, Service Urbanisme <a href="http://www.mer41.fr">http://www.mer41.fr</a>	Internet	Entre le 21/05/2019 et le 15/07/2019	Oui
Historique d'occupation des parcelles cadastrales	<a href="http://cadastre.gouv.fr">http://cadastre.gouv.fr</a> <a href="https://remonterletemps.ign.fr">https://remonterletemps.ign.fr</a>	Internet	Entre le 21/05/2019 et le 15/07/2019	Oui
Données environnementales (ZNIEFF, ...)	<a href="http://infoterre.brgm.fr">http://infoterre.brgm.fr</a>	Internet	Entre le 21/05/2019 et le 15/07/2019	Oui
Contexte climatique	<a href="http://www.infoclimat.fr/">http://www.infoclimat.fr/</a>	Internet	Entre le 21/05/2019 et le 15/07/2019	Oui
Risques naturels	<a href="http://www.georisques.gouv.fr">http://www.georisques.gouv.fr</a> <a href="http://infoterre.brgm.fr">http://infoterre.brgm.fr</a>	Internet	Entre le 21/05/2019 et le 15/07/2019	Oui
BASIAS - BASOL	<a href="http://www.georisques.gouv.fr/">www.georisques.gouv.fr/</a> <a href="http://www.basol.developpement-durable.gouv.fr/">www.basol.developpement-durable.gouv.fr/</a>	Internet	Entre le 21/05/2019 et le 15/07/2019	Oui
Données géographiques	<a href="https://www.geoportail.gouv.fr/">https://www.geoportail.gouv.fr/</a>	Internet	Entre le 21/05/2019 et le 15/07/2019	Oui
Données sur le sous-sol	<a href="http://infoterre.brgm.fr/">http://infoterre.brgm.fr/</a>	Internet	Entre le 21/05/2019 et le 15/07/2019	Oui



## 3 DESCRIPTION DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT

### 3.1 LOCALISATION

Le site est situé en zone urbaine, au 19 route d'Orléans, sur la commune de Mer (41).



Figure 2 : Localisation du site d'étude - extrait de la carte IGN 1/25000ème (source : Infoterre)

Les coordonnées LAMBERT 93 sont approximativement, au centre du site, les suivantes :

- X = 588 556 m ;
- Y = 6 734 743 m ;
- Z = 95 m NGF.

Le site est localisé sur les parcelles cadastrales suivantes :

- Parcelles n°209, 210, 211, 212, 522, 539, 654, 1244, 1245, 1336 section AR.



Figure 3 : plan cadastral du site (source : cadastre.gouv)

Le périmètre d'étude représente une superficie totale de 12 300 m<sup>2</sup>.

Les parcelles cadastrales sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau 2 : parcelles cadastrales

<b>Références de la parcelle 000 AR 209</b>	
Référence cadastrale de la parcelle	<b>000 AR 209</b>
Contenance cadastrale	<b>378 mètres carrés</b>
Adresse	<b>21 RTE D ORLEANS 41500 MER</b>
<b>Références de la parcelle 000 AR 1336</b>	
Référence cadastrale de la parcelle	<b>000 AR 1336</b>
Contenance cadastrale	<b>2 316 mètres carrés</b>
Adresse	<b>17 RTE D ORLEANS 41500 MER</b>
<b>Références de la parcelle 000 AR 210</b>	
Référence cadastrale de la parcelle	<b>000 AR 210</b>
Contenance cadastrale	<b>848 mètres carrés</b>
Adresse	<b>21 RTE D ORLEANS 41500 MER</b>
<b>Références de la parcelle 000 AR 212</b>	
Référence cadastrale de la parcelle	<b>000 AR 212</b>
Contenance cadastrale	<b>989 mètres carrés</b>
Adresse	<b>RTE D ORLEANS 41500 MER</b>
<b>Références de la parcelle 000 AR 1244</b>	
Référence cadastrale de la parcelle	<b>000 AR 1244</b>
Contenance cadastrale	<b>32 mètres carrés</b>
Adresse	<b>AV DE LA PAIX 41500 MER</b>
<b>Références de la parcelle 000 AR 1245</b>	
Référence cadastrale de la parcelle	<b>000 AR 1245</b>
Contenance cadastrale	<b>1 540 mètres carrés</b>
Adresse	<b>AV DE LA PAIX 41500 MER</b>
<b>Références de la parcelle 000 AR 539</b>	
Référence cadastrale de la parcelle	<b>000 AR 539</b>



Contenance cadastrale	807 mètres carrés
Adresse	19 RTE D ORLEANS 41500 MER
<b>Références de la parcelle 000 AR 211</b>	
Référence cadastrale de la parcelle	000 AR 211
Contenance cadastrale	902 mètres carrés
Adresse	RTE D ORLEANS 41500 MER
<b>Références de la parcelle 000 AR 522</b>	
Référence cadastrale de la parcelle	000 AR 522
Contenance cadastrale	363 mètres carrés
Adresse	AV DE LA PAIX 41500 MER
<b>Références de la parcelle 000 AR 654</b>	
Référence cadastrale de la parcelle	000 AR 654
Contenance cadastrale	3 874 mètres carrés
Adresse	19 RTE D ORLEANS 41500 MER

Le site est implanté en zone UB au Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Mer, approuvé le 25/02/2013. Cette zone est destinée à l'accueil de toute construction et installation compatible à vocation d'habitat, de commerce, d'équipement, de service ou d'artisanat.

Par ailleurs, la consultation des documents d'urbanisme a mis en évidence la présence de servitudes d'utilité publique impactant le site, concernant la protection des monuments historiques classés ou inscrits en Loir-et-Cher.



Figure 4 : Plan de zonage et servitudes d'utilité publique de la Commune de Mer (Source : Portail d'urbanisme des droits du sol en Loir-et-Cher)

### 3.2 USAGE ACTUEL

Le terrain, objet de l'étude, est occupé par :

- trois bâtiments accolés ayant abrité des activités de commerce (supermarché, enseigne de jardinerie),
- des parkings et voiries en enrobé,
- un auvent ouvert avec sol en enrobé,
- un parking en calcaire.

Le site était occupé par l'ancien supermarché Dia qui n'est plus en activité depuis 2016, les parkings du supermarché sont toujours utilisés par la population locale et par les clients des commerces à proximité du site.

L'autre partie du site a été exploitée en dernier par l'enseigne Gamm Vert qui n'est plus en activité depuis 2017. Cependant, le parking en calcaire est toujours utilisé pour le stationnement de bus.

## 4 CONFIGURATION DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT

Ce paragraphe présente les informations collectées lors de la visite de site. Il correspond au compte rendu de visite de site prévu dans la prestation A100 de la norme NF X 31-620.

**Questionnaire rempli par :** Norranny LIMA

**Date(s) de(s) visite(s):** 21/05/2019

**Personne(s) rencontrée(s)** Guillaume LATHIERE, Responsable technique  
(0613731435) - guillaume.lathiere@lidl.fr

(Nom Prénom, Fonction, tél et mail) GAUTIER BLANCHARD Anne-Lyse, Ancienne employée DIA (Tel 0684164026)

Monsieur NASLIS Yannik (Agent municipal), Monsieur DACONCEICAO (Conseiller technique Peugeot)

### 4.1 VISITE DE SITE

#### a) Typologie du site / utilisation actuelle

☐ Décharge
 ☐ Site industriel
 ☐ Habitations, écoles  
☐ Friche industrielle
 ☐ Agriculture
 ☒ Commerces

Site clôturé : OUI ☐ NON ☒ Clôture efficace : OUI ☐ NON ☐  
 Site surveillé : OUI ☒ NON ☐

Populations présentes sur le site ou à proximité

☐ Aucune présence
 ☐ Présence régulière  
☒ Présence occasionnelle
 Nombre de personnes :

Typologie des populations présentes sur le site ou à proximité

☐ Travailleurs  
☒ Adultes  
☒ Personnes sensibles (enfants...)

## *b ) Schéma d'implantation*

On retrouve ainsi sur le périmètre d'étude :

- Sur la partie centrale de la zone étudiée trois bâtiments non exploités :
  - deux occupés par les anciennes installations du supermarché DIA ;
  - un troisième bâtiment accolé, ayant abrité un magasin Gamm Vert et à l'étage un appartement ;
- A l'extérieur des bâtiments : des parkings et des voiries, l'emplacement d'une ancienne station de distribution de carburant (la présence des cuves enterrées n'a pas été confirmée par le client), deux postes de transformation électrique.

Le site est imperméabilisé en grande partie : dalle béton et carrelage dans les bâtiments, enrobé au droit des voiries et parking. Une zone de stationnement en calcaire est présente à l'Est du site. Quelques espaces verts sont présents au Nord du site.

Les installations suivantes ont été identifiées lors de la visite de site :

- Une ancienne station-service, avec trois événements de cuves encore en place,
- Un bâtiment abritant les installations de l'ancien supermarché, avec :
  - Une surface de vente,
  - Un local servant de réserve,
  - Des locaux sociaux (toilettes, vestiaires, local SST, bureaux, salle de pause, local CE à l'étage),
  - Une chaufferie à gaz,
  - Des chambres froides,
  - Un local groupe froid,
  - Un local TGBT.
- Un bâtiment abritant une activité commerciale, avec :
  - Un appartement à l'étage,
  - Un RDC abritant une surface de commerciale, des bureaux et locaux sociaux,
  - Un local stockage avec une mezzanine et une chaudière à gaz,
- Des zones extérieures de stationnement sur enrobé et calcaire,
- Deux postes de transformation électrique à l'arrière du site,
- A l'arrière du site, un auvent ouvert avec sol en enrobé, ayant servi en dernier lieu pour le stationnement de véhicules.

Ces éléments sont repris sur les photographies et plan ci-après.



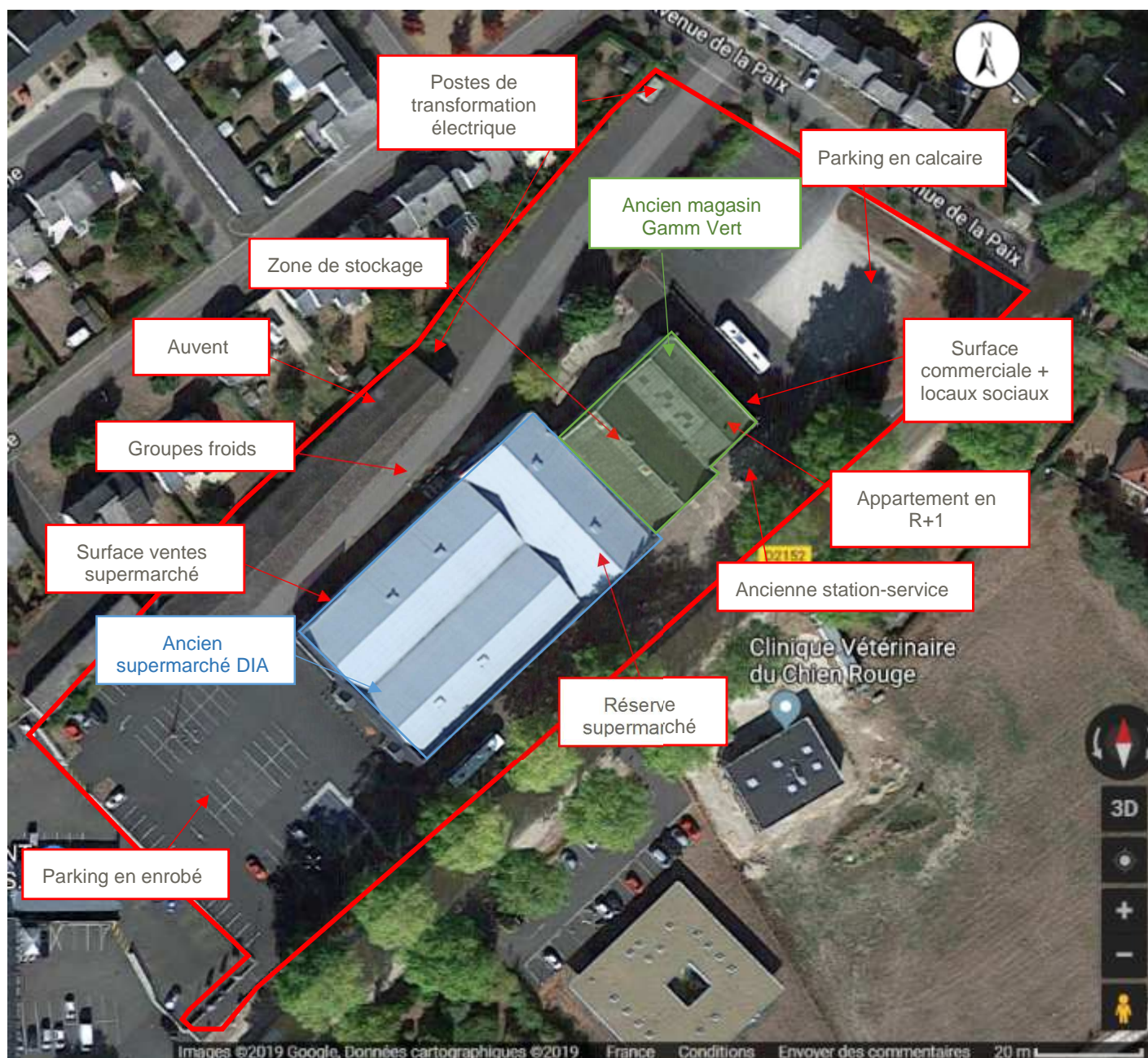


Figure 5 : Vue aérienne du site (Source : Google maps)



Figure 6 : Plan de l'intérieur du bâtiment abritant les installations de l'ancien supermarché (Source : plan d'évacuation DIA)

Tableau 3 : photographies et description des zones

PHOTOGRAPHIE	DESCRIPTION DE LA ZONE	CONSTATS DE DEGRADATION/POLLUTION
	Façade côté rue de la Paix (Nord - Est du site) : ancien magasin Gamm Vert	<p>Type de revêtement : Enrobés extérieurs</p> <p>Etat du revêtement :  <input checked="" type="checkbox"/> bon état apparent  <input type="checkbox"/> état dégradé </p> <p>Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite</p>
	Façade côté route d'Orléans (Sud du site) : au 1 <sup>er</sup> plan accès à la réserve de l'ancien magasin Gamm Vert	<p>Type de revêtement : Enrobés extérieurs</p> <p>Etat du revêtement :  <input checked="" type="checkbox"/> bon état apparent  <input type="checkbox"/> état dégradé </p> <p>Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite</p>

PHOTOGRAPHIE	DESCRIPTION DE LA ZONE	CONSTATS DE DEGRADATION/POLLUTION
	Bâtiment de l'ancien Gamm Vert (Est du site) abritant une surface de commerciale, des bureaux et locaux sociaux - revêtement en carrelage, en bon état.	Type de revêtement : Carrelage sur dalle béton Etat du revêtement : <input checked="" type="checkbox"/> bon état apparent <input type="checkbox"/> état dégradé  Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite
	Réserve du bâtiment de l'ancien Gamm Vert (Est du site) : revêtement en dalle béton, en bon état général, sans trace particulières. L'ensemble du bâtiment est bien conservé.	Type de revêtement : Dalle béton Etat du revêtement : <input checked="" type="checkbox"/> bon état apparent <input type="checkbox"/> état dégradé  Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite



PHOTOGRAPHIE	DESCRIPTION DE LA ZONE	CONSTATS DE DEGRADATION/POLLUTION
	Mezzanine de stockage de l'ancien Gamm Vert (Est du site) : revêtement en dalle béton, en bon état général, sans trace particulière.	<p>Type de revêtement : Dalle en béton</p> <p>Etat du revêtement :  <input checked="" type="checkbox"/> bon état apparent  <input type="checkbox"/> état dégradé </p> <p>Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite</p>
	Appartement à l'étage du bâtiment de l'ancien Gamm Vert (Est du site) : revêtement en carrelage, en bon état.	<p>Type de revêtement : Carrelage sur dalle béton</p> <p>Etat du revêtement :  <input checked="" type="checkbox"/> bon état apparent  <input type="checkbox"/> état dégradé </p> <p>Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite</p>

PHOTOGRAPHIE	DESCRIPTION DE LA ZONE	CONSTATS DE DEGRADATION/POLLUTION
	<p>Ancienne station-service de distribution de carburant : dalle béton + événements de cuves encore présents</p>	<p>Type de revêtement : Dalle en béton fissurée</p> <p>Etat du revêtement :  <input type="checkbox"/> bon état apparent  <input checked="" type="checkbox"/> état dégradé         </p> <p>Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite</p>
	<p>Ancienne station-service de distribution de carburant : zone de dépotage des cuves enterrées</p>	<p>Type de revêtement : Enrobé fissuré</p> <p>Etat du revêtement :  <input type="checkbox"/> bon état apparent  <input checked="" type="checkbox"/> état dégradé         </p> <p>Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite</p>


PHOTOGRAPHIE	DESCRIPTION DE LA ZONE	CONSTATS DE DEGRADATION/POLLUTION
	<p>Façade entrée ancien supermarché DIA et parking en enrobé (Ouest du site)</p>	<p>Type de revêtement : Enrobés extérieurs</p> <p>Etat du revêtement :  <input checked="" type="checkbox"/> bon état apparent  <input type="checkbox"/> état dégradé         </p> <p>Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite</p>
	<p>Bâtiment supermarché : chaufferie au gaz de ville. Le sol est en dalle béton. Aucune trace de fuite ou de déversement n'a été observée lors de la visite.</p>	<p>Type de revêtement : Dalle en béton</p> <p>Etat du revêtement :  <input checked="" type="checkbox"/> bon état apparent  <input type="checkbox"/> état dégradé         </p> <p>Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite</p>

PHOTOGRAPHIE	DESCRIPTION DE LA ZONE	CONSTATS DE DEGRADATION/POLLUTION
	<p>Bâtiment supermarché : chambre froide. Le sol est en carrelage en bon état.</p>	<p>Type de revêtement : Carrelage sur dalle béton</p> <p>Etat du revêtement :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> bon état apparent <input type="checkbox"/> état dégradé</p> <p>Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite</p>
	<p>Bâtiment supermarché : réserves. Le sol est en dalle béton.</p> <p>Aucune trace de fuite ou de déversement n'a été observée lors de la visite.</p>	<p>Type de revêtement : Dalle en béton</p> <p>Etat du revêtement :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> bon état apparent <input type="checkbox"/> état dégradé</p> <p>Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite</p>

PHOTOGRAPHIE	DESCRIPTION DE LA ZONE	CONSTATS DE DEGRADATION/POLLUTION
	<p>Bâtiment supermarché : local groupes froids. Le sol est en dalle béton.</p> <p>Quelques traces de condensats ont été observées sur la dalle béton lors de la visite.</p>	<p>Type de revêtement : Dalle en béton</p> <p>Etat du revêtement :  <input checked="" type="checkbox"/> bon état apparent  <input type="checkbox"/> état dégradé         </p> <p>Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite</p>
	<p>Bâtiment supermarché : local TGBT. Le sol est en dalle béton.</p> <p>Aucune trace de fuite ou de déversement n'a été observée lors de la visite.</p>	<p>Type de revêtement : Dalle en béton</p> <p>Etat du revêtement :  <input checked="" type="checkbox"/> bon état apparent  <input type="checkbox"/> état dégradé         </p> <p>Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite</p>

PHOTOGRAPHIE	DESCRIPTION DE LA ZONE	CONSTATS DE DEGRADATION/POLLUTION
	<p>Bâtiment supermarché : Chambre froide. Le sol est en carrelage.</p> <p>Aucune trace de fuite ou de déversement n'a été observée lors de la visite.</p>	<p>Type de revêtement : Carrelage sur dalle béton</p> <p>Etat du revêtement :  <input checked="" type="checkbox"/> bon état apparent  <input type="checkbox"/> état dégradé </p> <p>Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite</p>
	<p>Bâtiment supermarché : Sanitaires. Le sol est en carrelage.</p>	<p>Type de revêtement : Carrelage sur dalle béton</p> <p>Etat du revêtement :  <input checked="" type="checkbox"/> bon état apparent  <input type="checkbox"/> état dégradé </p> <p>Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite</p>



PHOTOGRAPHIE	DESCRIPTION DE LA ZONE	CONSTATS DE DEGRADATION/POLLUTION
	<p>Bâtiment supermarché : salle de pause. Le sol est en carrelage.</p>	<p>Type de revêtement : Carrelage sur dalle béton</p> <p>Etat du revêtement :  <input checked="" type="checkbox"/> bon état apparent  <input type="checkbox"/> état dégradé         </p> <p>Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite</p>
	<p>Bâtiment supermarché : partie condamné du supermarché (ancienne réserve ou surface de vente). Le sol est en dalle en béton en bon état.</p>	<p>Type de revêtement : Dalle en béton</p> <p>Etat du revêtement :  <input checked="" type="checkbox"/> bon état apparent  <input type="checkbox"/> état dégradé         </p> <p>Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite</p>

PHOTOGRAPHIE	DESCRIPTION DE LA ZONE	CONSTATS DE DEGRADATION/POLLUTION
	Bâtiment supermarché : surface de vente. Le sol est en carrelage. Des stands de l'ancien supermarché sont encore sur place.	<p>Type de revêtement : Carrelage sur dalle béton</p> <p>Etat du revêtement :  <input checked="" type="checkbox"/> bon état apparent  <input type="checkbox"/> état dégradé </p> <p>Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite</p>
	Bâtiment supermarché : surface de vente. Le sol est en carrelage. Les rayons de vente de l'ancien supermarché sont encore sur place.	<p>Type de revêtement : Carrelage sur dalle béton</p> <p>Etat du revêtement :  <input checked="" type="checkbox"/> bon état apparent  <input type="checkbox"/> état dégradé </p> <p>Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite</p>



PHOTOGRAPHIE	DESCRIPTION DE LA ZONE	CONSTATS DE DEGRADATION/POLLUTION
	Bâtiment supermarché : bureau, coffre-fort et armoires électriques. Le sol est en carrelage en bon état.	Type de revêtement : Carrelage sur dalle béton Etat du revêtement : <input checked="" type="checkbox"/> bon état apparent <input type="checkbox"/> état dégradé  Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite
	Bâtiment supermarché : entrée de la surface de vente avec les caisses. Le sol est en carrelage en bon état.	Type de revêtement : Carrelage sur dalle béton Etat du revêtement : <input checked="" type="checkbox"/> bon état apparent <input type="checkbox"/> état dégradé  Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite

PHOTOGRAPHIE	DESCRIPTION DE LA ZONE	CONSTATS DE DEGRADATION/POLLUTION
	<p>Auvent à l'arrière du site (Nord-Ouest du site) servant au stationnement de véhicules – sol en enrobé</p>	<p>Type de revêtement : Enrobé</p> <p>Etat du revêtement :  <input checked="" type="checkbox"/> bon état apparent  <input type="checkbox"/> état dégradé         </p> <p>Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite</p>
	<p>Poste de transformation électrique (Nord du site). <b>Local non accessible lors de notre visite</b></p>	<p>Type de revêtement : non connu, local non visité</p> <p>Etat du revêtement : non connu, local non visité  <input type="checkbox"/> bon état apparent  <input type="checkbox"/> état dégradé         </p> <p>Constat de pollution : non connu, local non visité</p>

PHOTOGRAPHIE	DESCRIPTION DE LA ZONE	CONSTATS DE DEGRADATION/POLLUTION
	<p>Poste de transformation électrique (Nord-Est du site).</p> <p><b>Local non accessible lors de notre visite</b></p>	<p>Type de revêtement : non connu, local non visité</p> <p>Etat du revêtement : non connu, local non visité</p> <p><input type="checkbox"/> bon état apparent</p> <p><input type="checkbox"/> état dégradé</p> <p>Constat de pollution : non connu, local non visité</p>
	<p>Groupes froids en extérieur – arrière du supermarché, Nord du site</p>	<p>Type de revêtement : Béton</p> <p>Etat du revêtement :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> bon état apparent</p> <p><input type="checkbox"/> état dégradé</p> <p>Constat de pollution : Aucune trace particulière de pollution observée lors de la visite</p>

Les principaux éléments constatés lors de la visite du site sont repris sur la figure 6.

### *c ) Pollutions / accidents déjà constatés*

Les personnes rencontrées et interviewées n'ont pas connaissance de pollution ou d'accident survenu sur le site.

### *d ) Connaissance de plaintes concernant l'usage des milieux*

Non ☒ Oui ☐ :

## **4.2 VOISINAGE**

Une visite des abords du site a été réalisée dans un rayon d'environ 500 m. La visite de site visait à déterminer :

- La typologie d'occupation des zones autour du site ;
- Les industries/activités potentiellement polluantes ;
- Les usages considérés comme sensibles : école, crèche, hôpitaux, ...
- Les espaces verts, de loisirs : lac, terrains de sports, ...
- Les ouvrages de prélèvement d'eau visibles : puits, captages, piézomètres, ...

Le site est bordé :

- Au Nord-Ouest et Nord-Est, par des zones pavillonnaires et des immeubles d'habitation, ainsi que des espaces verts.
- A l'Ouest par un garage Peugeot, des espaces verts, et puis par quelques habitations à environ 200m.
- Au Sud-Est et Sud-Ouest, par la route départementale D2152, un cabinet vétérinaire, une carrosserie automobile, et par des zones pavillonnaires.

Aucune crèche ou hôpital, ... qui constituent des établissements sensibles, n'ont été observés dans un rayon de voisinage de 500 m autour du site. Toutefois deux écoles ont été localisées à environ 400m du site.

Les établissements industriels ou activités potentiellement polluantes recensés dans l'environnement du site, sont ceux identifiés dans BASIAS et BASOL, recensés au paragraphe 5.1 ci-après.

Les éléments mis en évidence lors de la visite des abords du site sont présentés sur la carte suivante.



Figure 7 : Plan des abords du site (fond de carte : photographie aérienne, Infoterre)

## 4.1 MESURES DE MISE EN SECURITE DU SITE

Lors de la visite de site, il n'a pas été constaté la nécessité de mettre en œuvre des mesures de mise en sécurité.

## 4.2 IDENTIFICATION DES CONTRAINTES POTENTIELLES LIEES A LA MISE EN ŒUVRE D'INVESTIGATIONS

Suite à la visite de site, la présence de réseaux enterrés de gaz et d'électricité, ainsi que la présence potentielle de 3 anciennes cuves de carburants enterrées ont été mises en évidence. Ces éléments apportent des contraintes à prendre en compte lors de la phase d'investigations.



## 5 ETUDE HISTORIQUE ET MEMORIELLE

Ce chapitre présente un résumé de l'historique du site tel que reconstitué sur la base des informations collectées lors de la visite du site, de la revue des bases de données publiques et lors de la revue des photographies aériennes.

### 5.1 CONSULTATION DES BASES DE DONNEES PUBLIQUES

#### a) BASIAS : Anciens sites industriels et sites pollués

BASIAS constitue l'inventaire historique régional des sites industriels et activités de service, en activité ou non, pouvant avoir occasionné une pollution des sols. La finalité de la base de données est de conserver la mémoire des sites pour fournir des informations utiles à la planification urbanistique et à la protection de la santé publique et de l'environnement. L'inscription d'un site dans BASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit.

Il est important de préciser que cet inventaire couvre une période de recherche de 1850 à 2003. Les sites inventoriés, les activités retenues sont principalement des activités soumises à autorisation ou à déclaration régies par le titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement (réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) y compris les dépôts d'hydrocarbures (dépôts de liquides inflammables et stations-service), les décharges d'ordures ménagères et les stations d'épuration.

Ne sont pas retenues :

- Toutes les activités de l'agro-alimentaire (élevage, équarrissage, agriculture), les dépôts de gravats, les dépôts de gaz combustibles (hors fabrication) et les sites militaires (non accessibles) ;
- Les activités faisant l'objet d'autres inventaires : les mines et les carrières, les industries nucléaires et la gestion des déchets radioactifs ;
- Taille minimale des sites à recenser : 30 m<sup>3</sup> pour les dépôts de liquides inflammables (DLI), par décision du comité de pilotage du 08/06/2001. Suivant le principe de précaution, les DLI dont le volume est inconnu sont retenus.

Le site est référencé dans la base de données BASIAS sous 2 références :

- CEN4101354 au nom de SAPTA, pour l'exploitation d'une station de distribution de carburants et le stockage de carburants ;
- CEN4101172 au nom de la société des Docks de Blois S.A. (ex. THELLIEZ Entreprise) pour la même activité, et pour un atelier de réparation de machines agricoles et un atelier de carrosserie et d'application de peinture.

Les sites BASIAS localisés dans un rayon de 500 m autour du site d'étude sont repris dans le tableau ci-après.

Au vu de la distance séparant le site de ces installations, un transfert direct de pollution est peu probable, cependant, un transfert indirect via les eaux souterraines ne peut être exclu.

**Tableau 4 : sites BASIAS (rayon : 500 m)**

Référence BASIAS	Désignation	Activité	Etat	Localisation par rapport au site
CEN4100929	CLEMENT Entreprise ; DESROSIERS Entreprise	Garages, ateliers, mécanique et soudure Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)	En activité	200m au Sud-Ouest
CEN4101199	Carrosserie CLEM- CAR, ex BINET Entreprise	Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...)	En activité	210m au Nord-Est
CEN4100458	CICLET entreprise, ex DUHAMEL Entreprise	Garages, ateliers, mécanique et soudure Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage) Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...)	En activité	340 m au Sud-Ouest
CEN4100462	VINCENDEAU Entreprise	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)	Activité terminée	430m au Nord-Ouest
CEN4100933	HEMERY Entreprise	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage) Dépôt ou stockage de gaz	Activité terminée	450m au Nord-Ouest
CEN4100457	Pelletier entreprise, ex Chantome entreprise	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation	En activité	480 m au Sud-Ouest
CEN4101035	Etablissement BOUTET	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	Activité terminée	500m au Nord-Ouest

## b) BASOL

BASOL<sup>1</sup> est la base de données du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie (MEDDE) - Direction Générale de la Prévention et des Risques (DGPR) sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

Le site n'est pas référencé dans la base de données BASOL.

Aucun site BASOL n'est référencé sur la commune de Mer.

<sup>1</sup> BASOL : base de données sur les sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

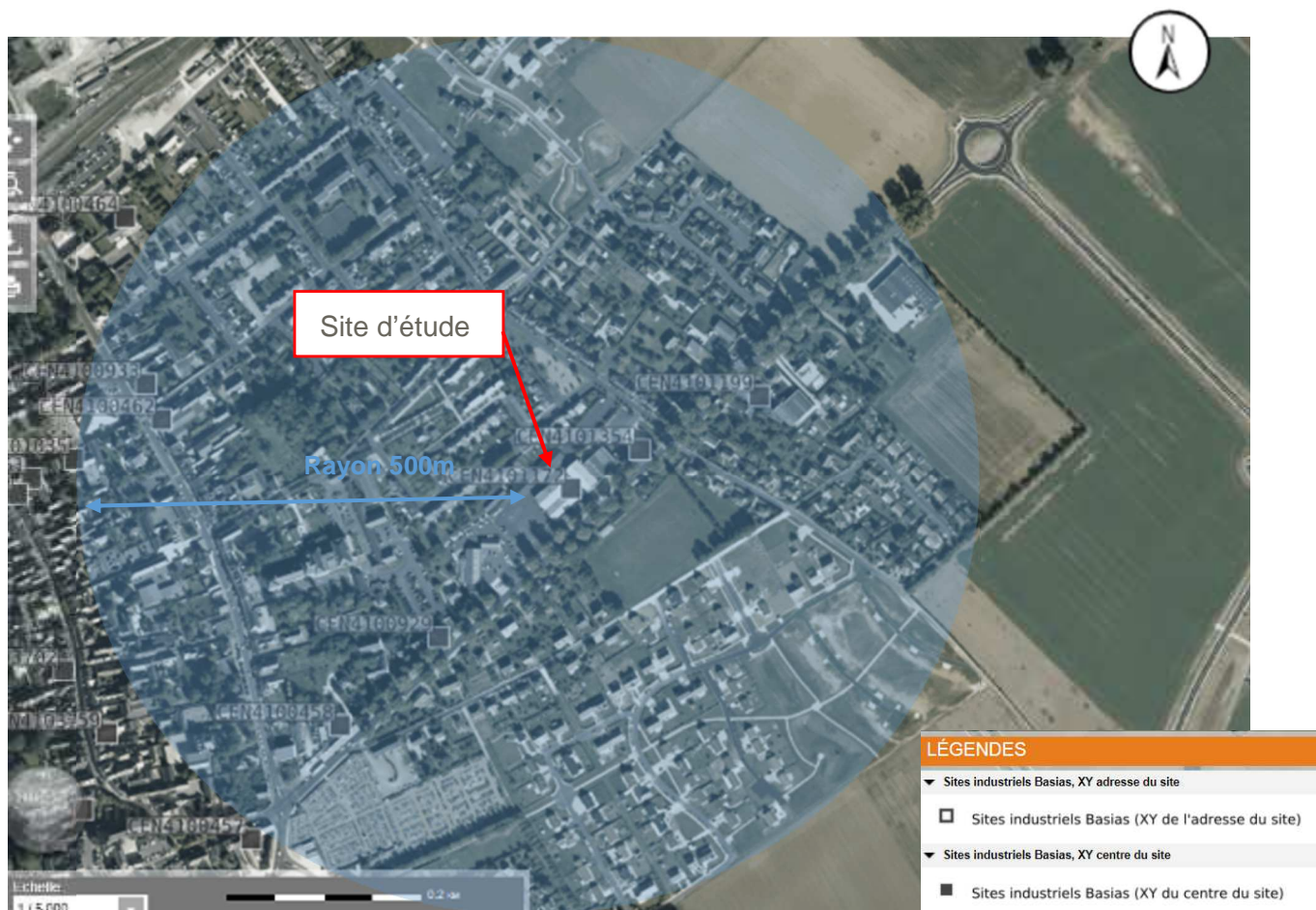


Figure 8 : Sites BASIAS localisés dans un rayon de 500 m autour du site (fond de carte : photographie aérienne, Infoterre)

### c) ARIA

La base de données ARIA (Analyse, Recherche et Information sur les Accidents) répertorie les incidents ou accidents qui ont, ou auraient, pu porter atteinte à la santé ou la sécurité publiques ou à l'environnement. Ces événements résultent :

- de l'activité d'usines, ateliers, dépôts, chantiers, carrières, élevages... classés au titre de la législation relative aux Installations Classées ;
- du transport de matières dangereuses par rail, route, voie fluviale ou maritime ;
- de la distribution et de l'utilisation du gaz ;
- des équipements sous pression ;
- des mines et stockages souterrains ;
- des digues et barrages.

Le site n'est pas référencé dans la base de données ARIA.



### *d) Urbanisme et Secteurs d'Information sur les Sols (SIS)*

L'article L.125-6 du code de l'environnement prévoit que l'État élabore, au regard des informations dont il dispose, des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS). Ceux-ci comprennent les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement.

Le site n'est pas localisé sur un SIS.

## **5.2 REVUE DES ETUDES ANTERIEURES RELATIVES AUX SITES ET SOLS POLLUES**

Aucune étude antérieure ne nous a été communiquée par le Client dans le cadre de cette mission.


## **5.3 REVUE DES PHOTOGRAPHIES AERIENNES**


Les pages suivantes présentent les photographies aériennes disponibles librement sur Géoportail qui permettent de retracer les changements de configuration du site d'étude. Ces vues aériennes couvrent la période 1949 à 2008. La vue aérienne de 2019 est issue du site Google Maps.

Etant donné le nombre important de clichés disponibles, toutes les campagnes disponibles ne sont pas présentées.

Tableau 5 : photographies historiques – sans échelle

Année : 1949	Réf mission et cliché : C1820-0041_1949_F1820-2120_0371
	
<b>Observation sur site :</b>	Le site est occupé par des champs cultivés, par des espaces verts et par ce qui semble être une maison ou une ferme en limite Nord-Est du site (2 bâtiments accolés).
<b>Observation hors site :</b>	<p>Le site est bordé par des champs cultivés et par la route départementale D2152 au Sud, et un terrain de foot.</p> <p>1 maison est présente au Sud du site.</p>

Année : 1961	Réf mission et cliché : C2120-0121_1961_CDP1746_5088
	
<b>Observation sur site :</b>	<p>Apparition d'un premier bâtiment au centre du site. Ce bâtiment, selon les recherches réalisées aux archives départementales, était exploité par la Société Dock de Blois.</p> <p>Reste du site inchangé.</p>
<b>Observation hors site :</b>	<p>Apparition d'aménagements de lotissements au Sud et au Nord du site, ainsi que d'un bâtiment à usage commercial au Sud-Ouest du site (actuel garage Peugeot).</p>

Année : 1964	Réf mission et cliché : C2321-0013_1964_F2021-2321_0031
	
<b>Observation sur site :</b>	<p>Extension vers l'Ouest du bâtiment au centre du site (supermarché) et aménagement d'une zone de parking au Nord et à l'Ouest du bâtiment.</p> <p>Présence d'une maison d'habitation sur la partie Ouest du site.</p> <p>Reste inchangé.</p>
<b>Observation hors site :</b>	<p>Exploitation du bâtiment au Sud-Ouest du site (actuel garage Peugeot). Apparition de quelques maisons à l'Est du site.</p> <p>Reste inchangé.</p>




Année : 1969	Réf mission et cliché : C2120-0181_1969_CDP6899_6163
	
<b>Observation sur site :</b>	<p>Apparition de l'auvent et extension de la zone de stockage extérieur ou de parking au Nord du site.</p> <p>Extension des bâtiments avec un nouveau bâtiment au Nord-Est des précédents. D'après les recherches réalisées aux archives départementales, ce bâtiment était exploité par la société Thelliez, qui exerçait une activité de réparation et de vente de machines agricoles.</p>
<b>Observation hors site :</b>	<p>Extension des zones pavillonnaires autour du site.</p> <p>Reste inchangé.</p>



Année : 1978	Réf mission et cliché : C1918-0071_1978_IFN41P_0233
	
<b>Observation sur site :</b>	<p>Réaménagement de la partie Est du site, avec la démolition des bâtiments d'habitation ou de ferme présents auparavant, et aménagement d'un parking en calcaire, exploité par la société Thelliez.</p> <p>Visualisation de l'auvent de la station-service au Sud-Est du dernier bâtiment construit (déclaré en Préfecture en 1981).</p> <p>La partie Nord du site ne présente plus de stockage extérieur ou parking, contrairement à la photographie précédente.</p> <p>Reste inchangé.</p>
<b>Observation hors site :</b>	<p>Augmentation de la densité d'habitations autour du site.</p> <p>Reste inchangé.</p>

Année : 1986	Réf mission et cliché : C2120-0082_1986_FR3963_0023
	
<b>Observation sur site :</b>	<p>Aménagement de la partie Nord du site : présence d'enrobé avec une nouvelle voirie et parking.</p> <p>La partie Est avec le parking en calcaire ne paraît plus exploité.</p> <p>Reste inchangé</p>
<b>Observation hors site :</b>	<p>Extension de la zone d'habitations à l'Est du site.</p> <p>Reste inchangé.</p>



Année : 1997	Réf mission et cliché : CA97S01442_1997_FD37-41_0387
	
<b>Observation sur site :</b>	<p>La maison implantée sur la partie Ouest du site n'est plus présente. La zone a été réaménagée a priori en parking.</p> <p>L'auvent de la station-service n'est plus visible sur la photographie.</p> <p>Reste inchangé.</p>
<b>Observation hors site :</b>	<p>Les zones d'habitation autour du site sont dans leur configuration actuelle.</p>

Année : 2008

Réf mission et cliché : CP08000162\_FD41\_Vol5\_031\_0489\_RGB



**Observation sur site :**

Une partie du parking en calcaire, présent à l'Est du site, a été aménagé avec un revêtement en enrobé.  
Reste inchangé.

**Observation hors site :**

Inchangé.



Année : 2019	Réf mission et cliché : Google Maps
	
<b>Observation sur site :</b>	<p>Pas de changements constatés.</p> <p>Le site présente sa configuration actuelle, aucune activité n'est exercée sur le site sur cette photographie de 2019.</p>
<b>Observation hors site :</b>	<p>Inchangé</p>



## 5.4 EVOLUTION DES ACTIVITES

### a ) *Activités historiques*

Pour la réalisation de l'analyse des activités historiques exercées sur site, en plus des photographies aériennes consultées, une visite aux archives départementales de Blois a été réalisée le 21/05/2019. Lors de cette visite, les archives disponibles concernant le site ont été consultées (cf. Annexe).

D'après les photographies aériennes consultées, le site abritait une maison d'habitation et des terrains à vocation agricole entre 1949 et 1961.

Sur la photographie aérienne de 1961, nous pouvons constater la construction d'un bâtiment au centre du site étudié. Nous n'avons pas trouvé d'information précise relative à l'activité exercée sur le site à cette date. D'après les informations collectées auprès des anciens employés du site, ainsi que par la consultation des annuaires aux archives départementales, il pourrait s'agir d'un supermarché de l'enseigne Radar. Cela reste une supposition, car les premiers registres du supermarché Radar présent dans les annuaires datent de 1977, et aucune donnée n'a été trouvée avant cette période.

Sur la photographie aérienne de 1964, nous constatons l'agrandissement vers l'Ouest du bâtiment présent au centre du site. C'est 2 bâtiments correspondent à la partie supermarché du site actuel. Une maison d'habitation est également présente sur la partie Ouest du terrain étudié.

Sur la photographie aérienne de 1969, nous constatons l'extension des bâtiments vers l'Est et l'exploitation de la partie Nord du site avec des stockages extérieurs ou une zone de parking. D'après les recherches réalisées aux archives départementales, il s'agirait de la société Thelliez, qui exerçait une activité de réparation et vente de machines agricole.

La société Thelliez dépose une demande d'autorisation d'ouverture d'une cabine de peinture par pulvérisation le 04/09/1967, et obtient l'accord de la préfecture par un récépissé de déclaration délivré en date du 11/12/1967, sous la référence 93/67 PC-MJ, pour la rubrique n° 405 de la nomenclature ICPE (voir documents en Annexe). Nous ne disposons pas des photographies aériennes de cette année permettant de confirmer la date exacte d'exploitation de ce bâtiment par la société Thelliez. La société Thelliez est restée sur le site jusqu'en 1981, année de son déménagement en zone industrielle sur la commune de Mer.

Sur la photographie de 1969, nous constatons également la présence de l'auvent à l'arrière des bâtiments de supermarché. A priori, il s'agirait d'une zone de stockage extérieur.

A partir de 1978, la zone Est du site n'est plus exploitée par une maison ou ferme, mais par une zone de parking en calcaire, à priori exploitée par la société Thelliez pour exposer le matériel agricole. Nous pouvons visualiser sur la photographie aérienne de 1978, la présence également d'un auvent au droit de l'ancienne station-service. Les registres disponibles aux archives départementales font état d'une déclaration au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), en janvier 1981, par la société Dock de Blois, pour la mise en service d'un dépôt de liquides inflammables et une station-service sur le site. Après le dépôt de la demande correspondante aux rubriques n° 253 et 261 bis, pour la mise en place d'un dépôt de liquides inflammables (avec un réservoir de 80m<sup>3</sup> compartimenté : 40m<sup>3</sup> de super, 20m<sup>3</sup> de gas-oil et 20m<sup>3</sup> d'essence), ainsi que de l'installation de distribution (comprenant : 1 mélangeur et 4 volucompteurs), la société Dock de Blois obtient l'accord de la préfecture en février 1981.

L'auvent de la station-service n'est plus visible sur la photographie aérienne de 1997. De même, la maison présente à l'Ouest du site a été remplacée par un parking.

D'après Mme GAUTIER BLANCHARD Anne-Lyse, ancienne employée du supermarché du site, la partie du site exploitée en supermarché était sous l'enseigne Radar avant 1981, et ceci jusqu'en 1988. En 1988, l'exploitation du supermarché a été reprise par l'enseigne Stock, jusqu'en 2001. Puis de 2001 à 2007, le supermarché a été exploité par l'enseigne Champion. Entre la période de 2008

à 2010, le site n'a pas été exploité, aucun registre d'activités n'a été retrouvé relatif à cette période. Enfin, toute la période de 2010-2016, le supermarché a été exploité successivement par les enseignes Ed et Dia, les dates précises d'exploitation pour chaque société ne sont pas connues.

D'après le site BASIAS, en juin de 1976 avant l'apparition de l'enseigne Gamm Vert, la société SAPTA a déclaré l'exploitation d'une station-service sur une partie du site, nous ne disposons d'aucun registre référent à cette période, la date de cessation d'activité est non connue. A partir de 1992, l'enseigne Gamm Vert exploite les installations auparavant occupées par la société Thelliez, ceci jusqu'en 2017 année de la cessation d'activité sur le site.

Sur la vue aérienne Google Maps de 2019 le site présente sa configuration actuelle, et nous constatons l'absence d'activité sur le site.

En synthèse, avant 1961, le site était à vocation agricole. A partir de 1961, le site a été exploité par 2 activités distinctes :

- une activité de supermarché, dans les 2 bâtiments Ouest du site, avec différentes enseignes commerciales successives, entre 1961 et fin 2016, avec la présence d'une station-service environ entre 1978 et 1997 (dates précises non connues) ;
- une activité de réparation, vente de matériel et produits agricoles, dans les 2 bâtiments Est du site, entre 1969 et 1981, puis entre 1992 et 2017.

#### *b ) Activités actuelles*

(Voir paragraphe 4.1 ci-avant)

Le site n'est plus exploité à ce jour. Le supermarché DIA a cessé son activité fin 2016 (date précise non connue), et la société Gamm Vert en 2017 (date précise non connue).

## **5.5 ÉVOLUTION DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE**

D'après la base de données BASIAS et les documents consultés aux archives départementales, le site a été soumis à déclaration au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), comme détaillé ci-dessous :

- Le 11/12/1967 au nom de Thelliez, pour l'exploitation d'une canine de peinture par pulvérisation, sous la référence : 93/67 PC/MJ ;
- Le 09/06/1976, au nom de SAPTA, pour l'exploitation d'une station de distribution de carburants et le stockage de carburants ;
- Le 16/02/1981, au nom de la Société Dock de Blois, pour l'exploitation d'une station de distribution de carburants et le stockage de carburants.

Le Client ne sait pas si le site a fait l'objet d'une cessation d'activité au titre des ICPE. Aucune information à ce sujet n'était disponible aux archives départementales.

## **6 IDENTIFICATION DES SOURCES DE POLLUTION POTENTIELLE OU AVEREE SUR SITE**

Les sources de pollution potentielle identifiées sur le site dans le cadre de l'étude documentaire et historique sont présentées sur la figure 7 et dans le tableau ci-après, qui détaille également leur localisation, l'origine de la pollution potentielle et les principaux polluants potentiels identifiés.

**Tableau 6 : sources potentielles ou avérées de pollution sur site**

<b>REF.</b>	<b>SOURCE</b>	<b>LOCALISATION ET PROFONDEUR</b>	<b>ORIGINE DE LA POLLUTION POTENTIELLE/AVEREE</b>	<b>POLLUANTS ASSOCIES</b>	<b>RISQUE DE POLLUTION DES MILIEUX O / N</b>
1	Ancienne station-service et cuves enterrées de carburant	4 sondages à -4m ou jusqu'à refus autour des cuves enterrées 1 sondage à -1m ou jusqu'à refus au droit du point de dépotage	Déversement accidentel, égouttures, fuite de produits	Hydrocarbures, BTEX, HAP, Métaux toxiques, MTBE-ETBE	O
2	Parking Ouest en enrobé	5 sondages à -1m ou jusqu'à refus	Déversement accidentel, fuite de véhicules	Hydrocarbures, BTEX, HAP, Métaux toxiques	O
3	Remblais	Sur les sondages réalisés	Remblais d'origine inconnue	Hydrocarbures, BTEX, HAP, Métaux toxiques, PCB	O
4	Ancien bâtiment de stockage et d'entretien de matériel et produits agricoles	3 sondage à -1m ou jusqu'à refus	Déversement accidentel, égouttures de produits, résidus de dépôts divers	Hydrocarbures, BTEX, HAP, Métaux toxiques	O
5	Parking en calcaire et en enrobé côté Est	5 sondages à -1m ou jusqu'à refus	Déversement accidentel, fuite de véhicules, résidus de dépôts divers	Hydrocarbures, BTEX, HAP, Métaux toxiques	O
6	Parking Nord en enrobé (ancienne zone de stockage	3 sondages à -1m ou jusqu'à refus	Déversement accidentel, fuite de véhicules, résidus de dépôts divers	Hydrocarbures, BTEX, HAP, Métaux toxiques	O

REF.	SOURCE	LOCALISATION ET PROFONDEUR	ORIGINE DE LA POLLUTION POTENTIELLE/AVEREE	POLLUANTS ASSOCIES	RISQUE DE POLLUTION DES MILIEUX O / N
	extérieur ou de stationnement)				
7	Ancien auvent de stockage et de stationnement	3 sondages à -1m ou jusqu'à refus	Déversement accidentel, égouttures de produits, fuite de véhicules, résidus de dépôts divers	Hydrocarbures, BTEX, HAP, Métaux toxiques	O
8	Transformateurs électriques	1 sondages à -1m ou jusqu'à refus devant chaque local soit 2 sondages	Déversement accidentel, égouttures de produits, fuite de diélectrique	Hydrocarbures, Métaux toxiques, PCB	O
9	Séparateur hydrocarbures sur les eaux de voirie (présence et localisation non confirmée)	1 sondages à -2m ou jusqu'à refus	Déversement accidentel, égouttures de produits, fuite de l'ouvrage	Hydrocarbures, BTEX, HAP, Métaux toxiques	O

Ces sources potentielles sont reprises sur l'illustration suivante.



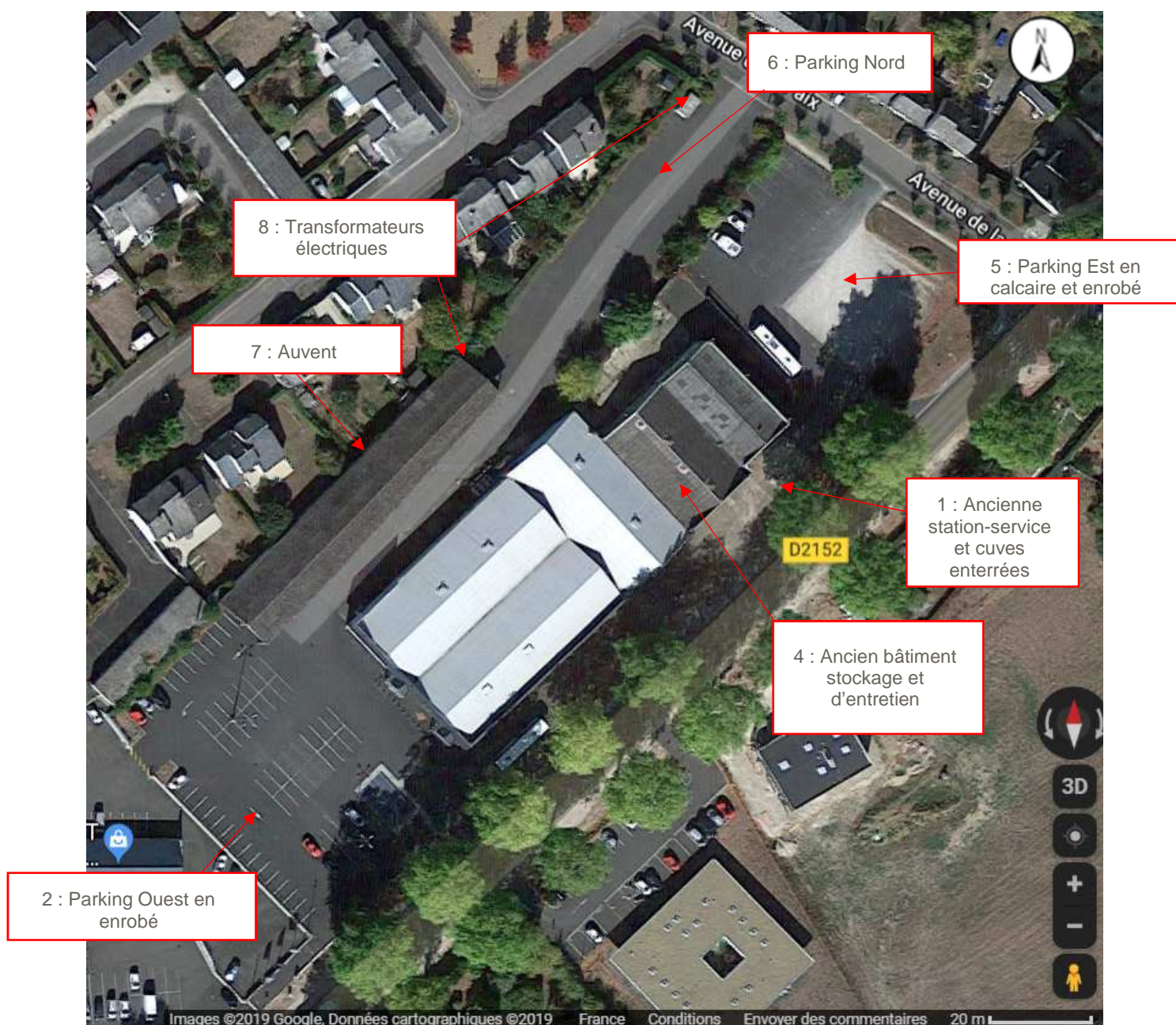


Figure 9 : localisation des sources de pollution (sur fond de vue aérienne de Google Maps)



## 7 PROJET D'UTILISATION FUTURE DU SITE

Le site est prévu d'être réaménagé. Il est prévu la démolition de l'ensemble des bâtiments du site et la construction d'un supermarché LIDL.

Ainsi l'usage futur du site est à vocation d'usage commercial, avec présence de populations sensibles sur site.



Figure 10 : Projet de construction d'un nouveau magasin LIDL – source LIDL- échelle 1/500ème

## 8 CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL

### 8.1 TOPOGRAPHIE

La carte IGN présentée au chapitre 3 présente les niveaux topographiques du site et de son environnement.

A l'échelle du site, un dénivelé de l'ordre de moins de 1 m du Nord-Est vers le Sud-Ouest, est observé. L'altitude moyenne est de 95 m NGF.

### 8.2 CONTEXTE METEOROLOGIQUE

La station Météo France la plus proche possédant des données sur une période temporelle significative est la station d'Orléans (45), située à environ 40 km au Nord-Est du site.

Le climat d'Orléans est de type tempéré avec des influences continentales et océaniques : les hivers sont doux et pluvieux et les étés frais et humides. Du fait de l'éloignement de la mer, le caractère océanique est moins marqué que sur les côtes.

Les précipitations sont importantes sur l'ensemble des tous les mois de l'année.

	janv.	fév.	mars	avr.	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	dec.	Toute la période
Tempé. <b>maxi</b> extrême	10,6 (18-1978)	21,9 (27-2019)	26,5 (25-1985)	29,8 (18-1949)	32,7 (27-2008)	36,9 (27-2011)	40,3 (26-1947)	39,9 (4-2003)	33,8 (1-1963)	30,1 (1-1948)	21,8 (6-1955)	18,6 (18-1959)	<b>40,3</b> (27-2011)
Tempé. <b>maxi</b> moyennes	6,6	7,9	12,1	15,3	19,2	22,6	25,3	25,2	21,5	16,5	10,6	7,4	<b>15,8</b>
Tempé. <b>moy</b> moyennes	3,9	4,4	7,5	10,1	13,9	17,1	19,4	19,2	16,0	12,2	7,2	4,6	<b>11,3</b>
Tempé. <b>mini</b> moyennes	1,2	1,0	3,0	4,8	8,6	11,6	13,4	13,2	10,5	8,0	4,1	2,0	<b>6,8</b>
Tempé. <b>mini</b> extrême	-19,8 (25-1940)	-16,4 (7-2012)	-12,9 (1-2005)	-4,5 (30-1933)	-3,0 (7-1957)	0,9 (1-2005)	3,7 (17-1938)	4,2 (26-1945)	-0,8 (20-1951)	-4,5 (25-1950)	-15,3 (30-2010)	-16,5 (21-1938)	<b>-19,8</b> (25-1940)
Tempé. <b>maxi</b> minimale	-11,0 (18-1988)	-9,2 (2-1955)	-2,2 (8-1971)	3,4 (8-2013)	7,2 (4-1977)	10,7 (6-1955)	13,4 (1-1948)	14,8 (7-1955)	10,8 (19-1972)	2,2 (31-1949)	-2,6 (30-2010)	-11,0 (20-1938)	<b>-11,0</b> (18-1988)
Tempé. <b>mini</b> maximale	12,5 (19-2007)	11,3 (19-1950)	13,8 (11-1951)	14,0 (21-1950)	18,2 (29-2017)	21,0 (27-1947)	23,2 (19-2017)	23,5 (4-2018)	19,4 (4-2005)	16,7 (2-2001)	14,9 (3-1977)	12,9 (11-1951)	<b>23,5</b> (19-2007)
Ensoleillement (heures)	64,4	89,1	139,4	178,7	205,6	217,1	235,9	227,8	182,7	126,8	79,0	59,8	<b>1806,3</b> Moy: 151

Tableau 7 : Variations de températures sur la commune d'Orléans sur la période 1975/2018 (source : Infoclimat)

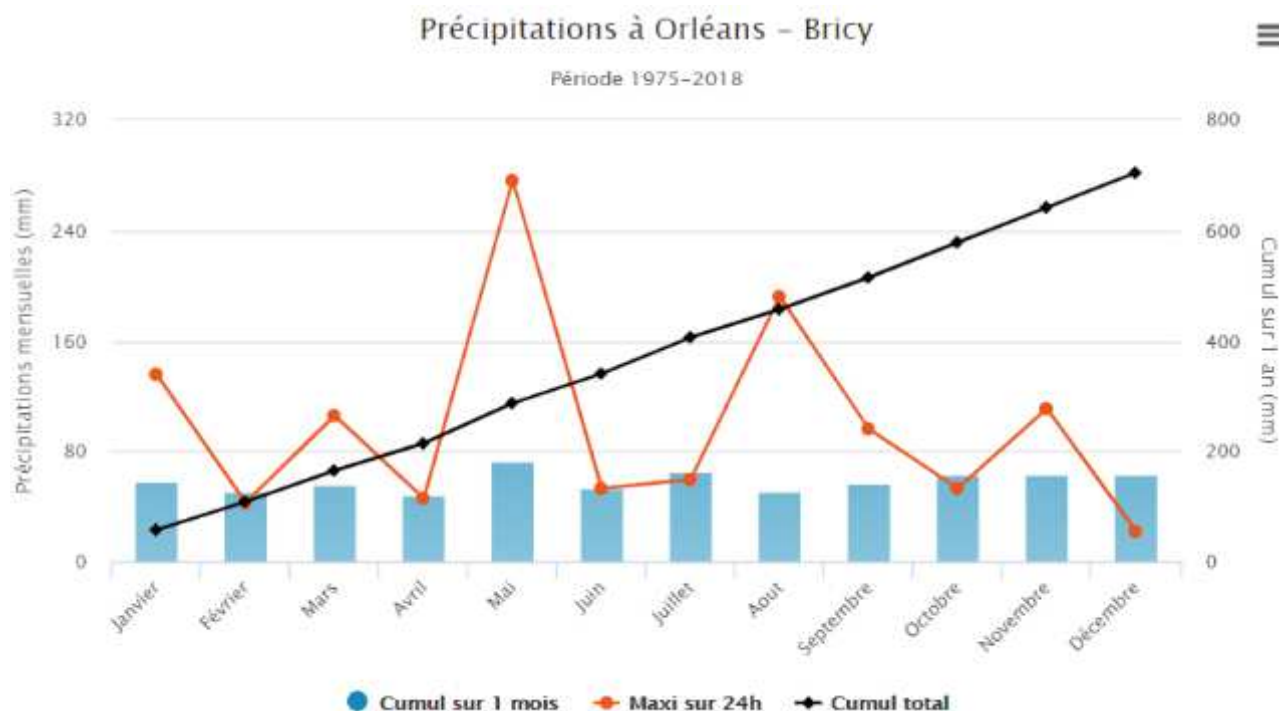


Tableau 8 : Précipitations sur la commune d'Orléans sur la période 1975/2018 (source : Infoclimat)

## 8.3 GEOLOGIE

### a) Contexte régionale

La carte géologique n°397 de Beaugency développée par le BRGM permet de connaître les formations géologiques au droit du site.

D'après la carte géologique, le terrain est situé sur des formations du limon loessique, Fini-Würm, qui sont des terrains fins et argilo-limoneux, avec des dépôts superficiels fini-wurmiens.

L'extrait de la carte est présenté ci-après.



Feuille N°397 - BEAUGENCY (Notice) ([Commander la carte](#))

- FC  
Dépôts de ruissellement et solifluxion sablo-argileux, souvent caillouteux. Fini-Würm à moderne
- LP  
Limon loessique, argilo-limoneux, fin-Fini-Würm
- CRM1a  
Pellicule mince d'âge wurmien : quelques décimètres de FC caillouteux sur formation calcaire de Beauce fragmentée et altérée
- Fz  
Alluvions modernes : matériaux surtout siliceux : sables, graviers et galets de la Loire
- Fy  
Alluvions holocènes : sables et cailloutis siliceux des "montilles", limons des ruisseaux
- Fw  
Alluvions anciennes de la terrasse de Châteauneuf : matériaux siliceux et argileux : argiles, sables, graviers et galets. Riss probable

Figure 11 : extrait de la carte géologique du BRGM

## b) Contexte du site

Plusieurs forages sont recensés dans la base de données du sous-sol (BSS) à proximité du site d'étude.





Figure 12 : Forages recensés à proximité du site (Source : Infoterre)

On retrouve ainsi un forage localisé à 150 m au Sud-Ouest du site étudié pour lequel les indications géologiques suivantes sont précisées :



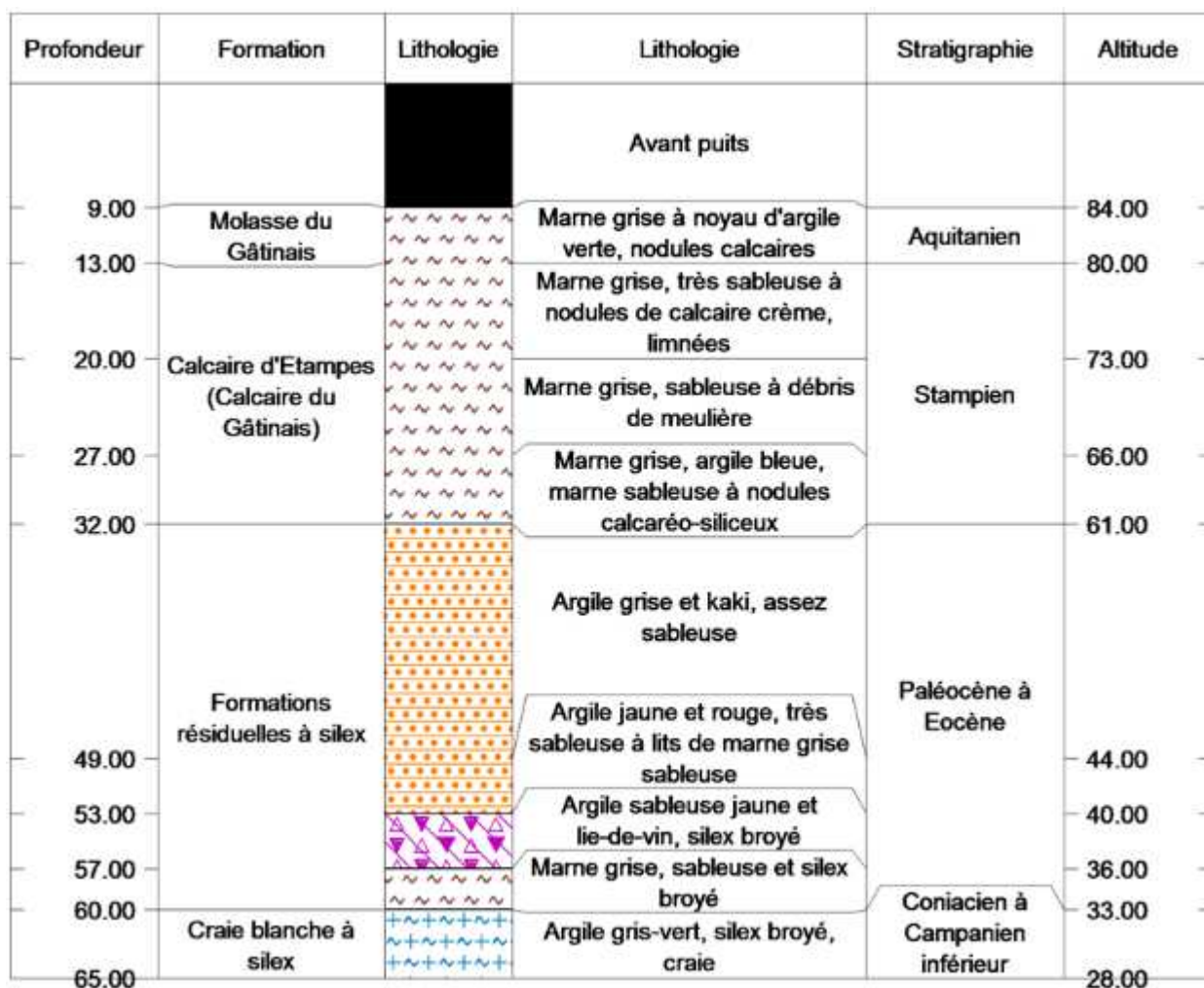


Figure 13 : log géologique du forage BSS réf 03975X0069/PF

Ce forage permet de préciser la géologie du secteur d'étude. La présence de marnes grises à noyau d'argile, marne grises sableuses et d'argiles est avérée.

## 8.4 HYDROGEOLOGIE

### a) Données générales

Sur le territoire couvert par la feuille Beaugency, les réservoirs aquifères couramment sollicités se répartissent dans les formations ci-dessous :

- Alluvions du lit majeur de la Loire.
- Craie au voisinage de la structure de Marchenoir.
- Dépôts lacustres de Beauce.
- Sables des alluvions anciennes et des formations de Sologne et de l'Orléanais.

Au droit du site nous rencontrons les masses d'eau suivantes :

- Calcaires de Beauce libres, caractérisée par une nappe d'écoulement libre et de type dominant sédimentaire,
- Sables et grès captifs du Cénomaniens unité de la Loire, caractérisée par une nappe d'écoulement captif et de type dominant sédimentaire.

## b) Utilisation des eaux souterraines

L'image suivante montre les points d'eau recensés par le BRGM dans un rayon d'environ 1 km autour du site.



Figure 14 : Points d'eau recensés dans un rayon de 1 km du site (Source : Infoterre)

Tableau 9 : usages des eaux souterraines

REF BSS	COORDOONEES LAMBERT		LOCALISATION	TYPE D'UTILISATION	PROF. m	AQUIFERE UTILISE
	X	Y				
BSS001BXPB	588562	6734639	65 m au Sud du site	Non renseigné	13.7 m	Multicouches craie du Séno-turonien et calcaires de Beauce libres
BSS001BXCR	588437	6734605	160 m au Sud-Ouest du site	Eau-agricole	65 m	
BSS001BXED	588476	6734554	170 m au Sud-Ouest du site	Eau-aspersion.	11 m	
BSS001BXEW	588288	6734758	260 m au Nord-Ouest du site	Eau-aspersion.	15 m	
BSS001BXEL	588406	6734448	295 m au Sud-Ouest du site	Eau-aspersion.	12 m	
BSS001BXEP	588846	6734685	295 m à l'Est du site	Eau-aspersion, domestique.	13 m	
BSS001BWZX	588322	6735220	550 m au Nord du site	Eau-collective	72 m	

REF BSS	COORDOONEES LAMBERT		LOCALISATION	TYPE D'UTILISATION	PROF. m	AQUIFERE UTILISE
	X	Y				
BSS001BXCA	588001	6734463	610 m au Sud-Ouest du site	Eau-collective	Non renseigné	
BSS001BXBN	588020	6734383	620 m au Sud-Ouest du site	Fontaine	Non renseigné	
BSS001BXBZ	587921	6734484	660 m au Sud-Ouest du site	Non renseigné	9,4 m	
BSS001DUWT	588288	6734101	670 m au Sud-Ouest du site	Eau-aspersion, domestique.	25 m	
BSS001BXDM	586684	6734982	715 m au Sud-Ouest du site	Eau-collective	95,3 m	
BSS001BXCBC	587508	6736554	715 m au Sud-Ouest du site	Eau-collective	109 m	
BSS001BXBW	587823	6734665	740 m à l'Ouest du site	Non renseigné	Non renseigné	
BSS001DUMQ	588063	6734138	760 m au Sud-Ouest du site	Eau-collective	Non renseigné	
BSS001BxBV	587896	6735094	770 m au Nord-Ouest du site	Non renseigné	8,96 m	
BSS001DUML	587860	6734290	810 m au Sud-Ouest du site	Piézomètre	5,28 m	
BSS001DUMR	588236	6733937	840 m au Sud-Ouest du site	Eau-domestique	3,8 m	
BSS001DUMK	587780	6734290	880 m au Sud-Ouest du site	Non renseigné	Non renseigné	
BSS001BXEF	587782	6735165	890 m au Nord-Ouest du site	Piézomètre	20 m	
BSS001BXEG	587772	6735145	890 m au Nord-Ouest du site	Piézomètre	16 m	
BSS001DUMP	589283	6734173	900 m au Sud-Est du site	Eau-domestique	Non renseigné	
BSS001DUUG	588644	6733724	980 m au Sud du site	Eau-aspersion	10 m	
BSS001BXBT	587824	6735374	990 m au Nord-Ouest du site	Non renseigné	46 m	

Localement, les eaux souterraines peuvent être exploitées :

- pour des usages industriels,
- à des fins privées de particuliers
- pour des usages collectifs.

Le site étudié n'est pas implanté dans un périmètre de protection de captage pour l'alimentation en eau potable.

Il se peut que des points de captage privés n'aient pas fait l'objet d'une déclaration et par conséquent ne figurent pas dans la banque de données du sous-sol.

### *c ) Ouvrages de surveillance des eaux souterraines*

Trois ouvrages de surveillance des eaux souterraines ont été identifiés dans un rayon d'environ 1km autour du site étudié. Les ouvrages sont repris dans le Tableau 9 et sont localisés à 810 m vers le Sud-Ouest et 890 m vers le Nord-Ouest du site.

## **8.5 HYDROLOGIE**

### *a ) Données générales*

D'après le site Infoterre, le principal cours d'eau sur le secteur étudié est la Loire, située à plus de 2 km au Sud-Est du site. A proximité du site, sont présents les affluents de la Loire suivants :

- La Tronne à environ 700 m à l'Ouest du site.
- La noue Gravelle à 1 km au Sud-Est du site,
- Le ruisseau des Renardières à 1,7 km au Sud-Est du site,

La localisation de ces cours d'eau figure sur la carte de localisation IGN présentée ci-dessous.



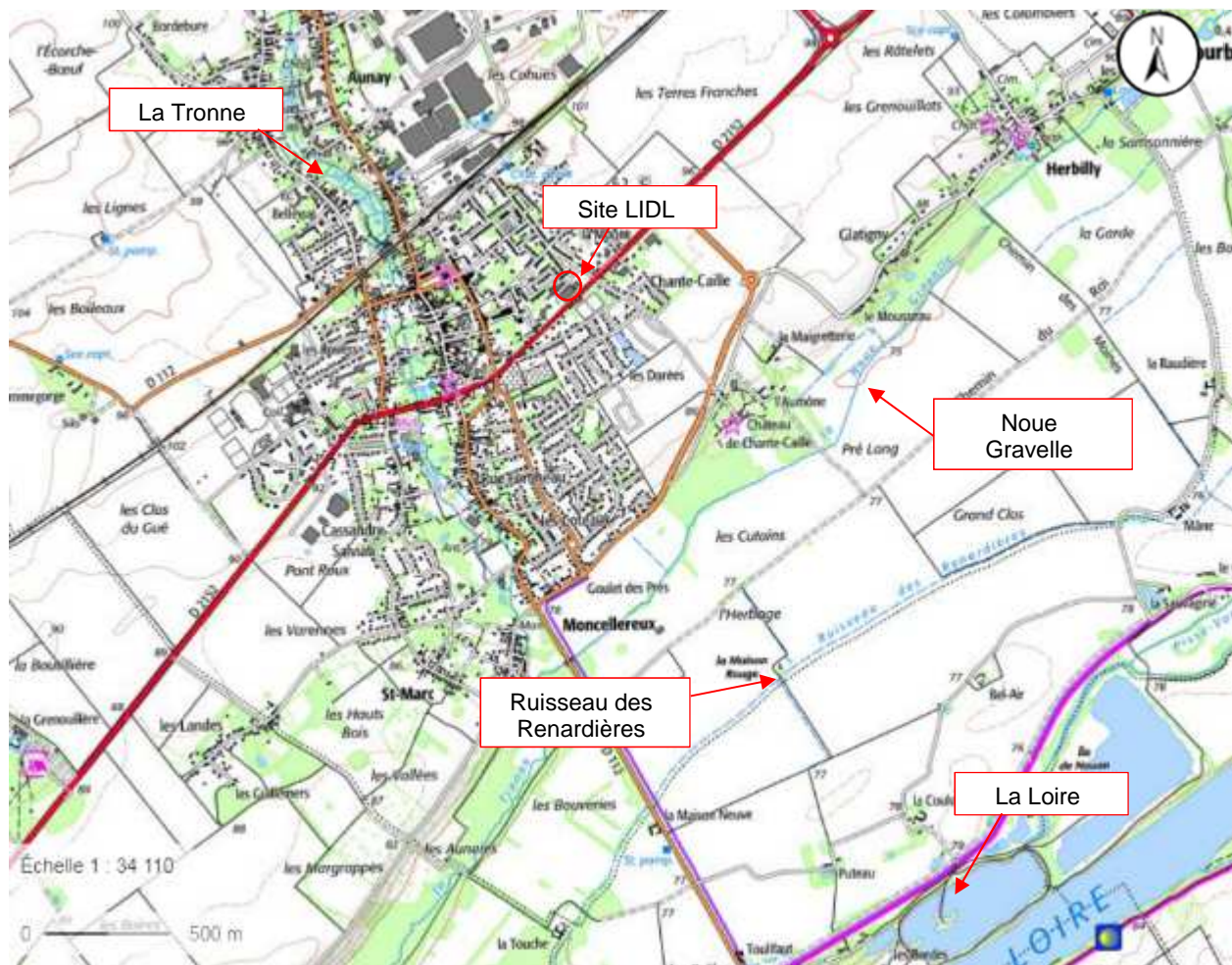


Figure 15 : Localisation du cours d'eau à proximité du site (source : Infoterre)

### b) Utilisation des Eaux de Surface

Ces cours d'eau sont utilisés pour la pêche et les activités de loisir (baignade, activités nautiques...).

## 8.6 ZONES NATURELLES REMARQUABLES

### a) Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Le site n'est pas inscrit à l'intérieur d'une ZNIEFF.

### b) Parc Naturel Régional ou National

Aucun parc naturel régional ou national n'est localisé dans un rayon de 60 km autour du site.

### c) Natura 2000

Le site n'est pas inscrit à l'intérieur d'une zone Natura 2000.



## 8.7 RISQUES NATURELS

### a) *Risque inondation*

Les données consultées ([www.georisques.gouv.fr/](http://www.georisques.gouv.fr/)) montrent que le site étudié n'est pas situé en Territoire à Risque important d'Inondation (TRI). Toutefois la commune de Mer est soumise à un Plan de Prévention des Risques Naturels inondation (PPRi) (voir Figure ci-dessous). Le site n'est pas localisé dans le périmètre de ce PPRi.

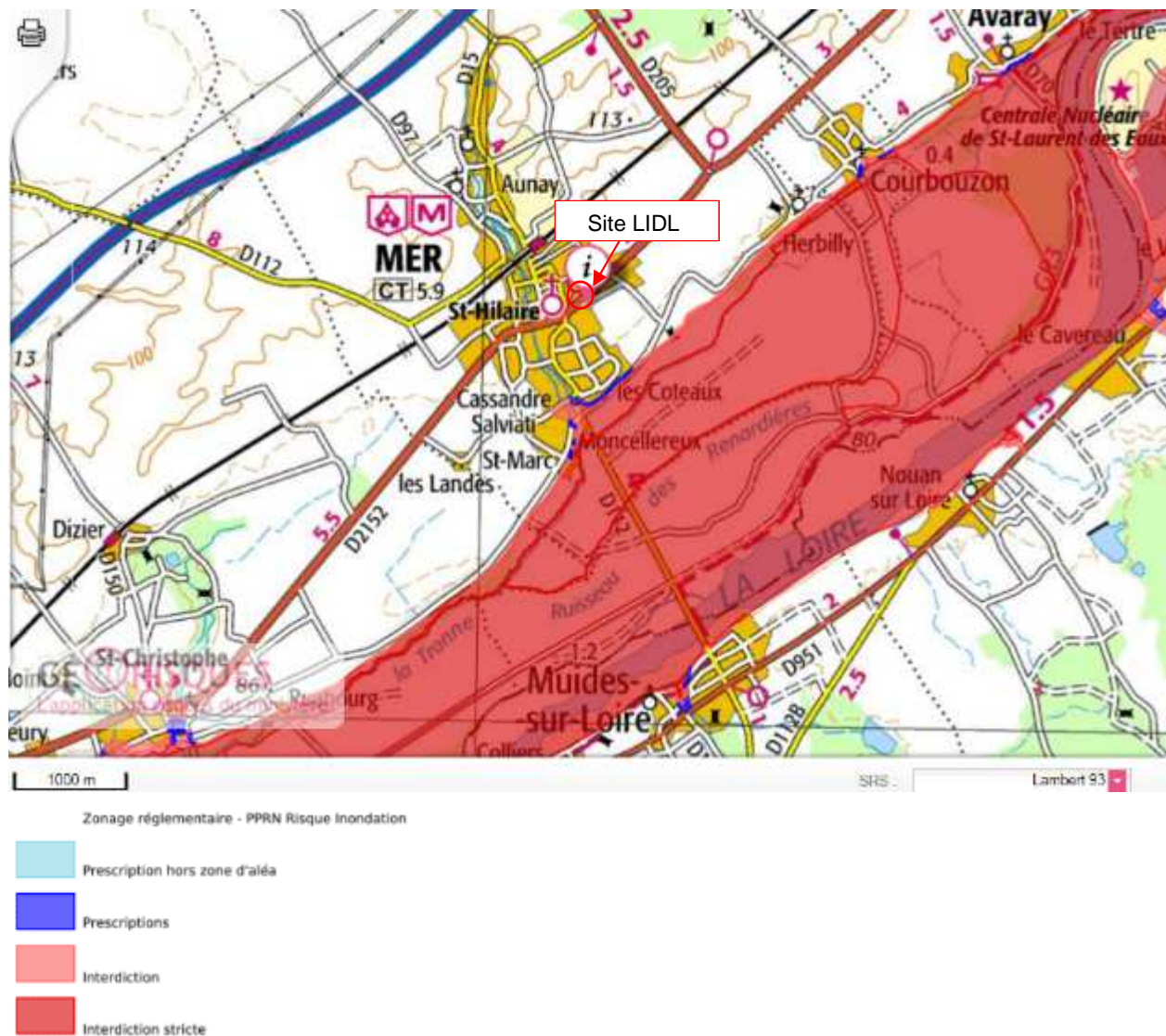
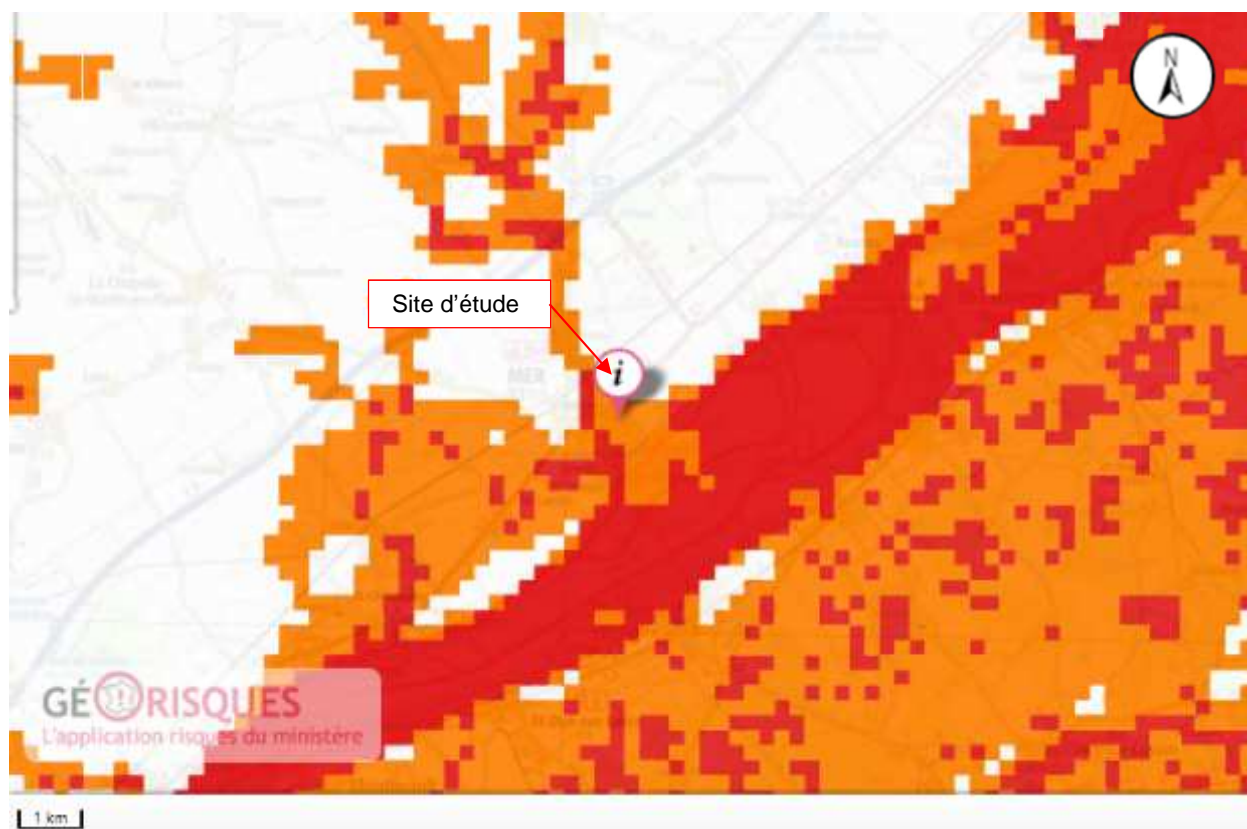


Figure 16 : Carte de zonage réglementaire des PPR Inondation de la commune de Mer (source : Géorisques)

Concernant le risque d'inondation par remontées de nappe, les données consultées sur Géorisques montrent que le site étudié est situé dans une zone potentiellement sujette à l'inondation de cave.



#### Zones sensibles aux remontées de nappes

Propriétaire : BRGM

Information : Non renseigné

- Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe
- Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave
- Pas de débordement de nappe ni d'inondation de cave
- Entités hydrogéologiques imperméables à l'affleurement (source : BDUS5A V2/BRGM)
- Enveloppes Approchées des Inondations Potentielles cours d'eau et submersion marine de plus d'un hectare (Source : MTE5/DGPR)

Figure 17 : Carte du risque de remontée de nappe (source Infoterre)

### *b ) Autres risques*

Les risques recensés sur la commune de Mer sont les suivants (source : <http://www.georisques.gouv.fr/>).

Tableau 10 : risques recensés sur la commune



#### **Risques recensés sur la commune**

Inondation

Inondation - Par remontées de nappes naturelles

Inondation - Par ruissellement et coulée de boue

Inondation - Par une crue à débordement lent de cours d

Mouvement de terrain - Tassements différentiels

Nucléaire

Risque industriel

Séisme Zone de sismicité : 1

Transport de marchandises dangereuses

La commune de Mer est située en zone de sismicité 1 (risque très faible).

## 8.8 SYNTHÈSE DE LA VULNERABILITE

Au regard des informations recueillies dans le cadre de cette étude, la vulnérabilité du site par rapport à son environnement peut être synthétisée dans le tableau suivant.

**Tableau 11 : synthèse de la vulnérabilité**

USAGE IDENTIFIE	SENSIBILITE / VULNERABILITE	JUSTIFICATION
Usage futur du site	Usage sensible (usage commercial) Vulnérable	Présence future de populations sensibles (enfants, adultes)
Sensibilité du voisinage / Environnement humain	Usage sensible (zone d'habitations, écoles) Vulnérable	Site situé en zone urbaine à proximité immédiate de zones d'habitations
Eaux souterraines	Usage sensible Moyennement vulnérable	Site hors périmètre de captage AEP, profondeur des captages alentours recensés par le BRGM.
Eaux de surface	Usage sensible Non vulnérable	Pas de proximité immédiate
Zone naturelle	Usage sensible Non vulnérable	Pas de proximité immédiate



## 9 SCHEMA CONCEPTUEL INITIAL

Les éléments présentés dans les chapitres précédents permettent de préciser les relations entre :

- Les enjeux à protéger ;
- Les sources de pollution identifiées ;
- Les différents milieux de transfert et leurs caractéristiques.

### 9.1 CIBLES RETENUES

Tableau 12 : cibles retenues

CIBLES	RETENUE O/N	JUSTIFICATION
Enfant	Oui	Usage commercial avec la présence future de populations sensibles
Adultes	Oui	Usage commercial avec la présence future de populations sensibles
Travailleurs	Oui	Exploitation du site à des fins commerciales

### 9.2 SOURCES IDENTIFIEES

Les sources identifiées sont présentées au § 6. IDENTIFICATION DES SOURCES.

### 9.3 EXPOSITION

Sur site :

Tableau 13 : voies d'exposition sur site (schéma conceptuel initial)

VOIES D'EXPOSITION	RETENUE O/N	JUSTIFICATION
Inhalation d'air intérieur	Oui	Possibilité de volatilisation de polluants
Inhalation d'air extérieur	Oui	Possibilité de volatilisation de polluants
Contact cutanée	Oui	Possibilité de contact direct avec polluants lors de la phase de travaux sur site. En phase d'exploitation, zones en grande majorité imperméabilisées
Ingestion de sol	Oui	Possibilité de contact direct avec polluants lors de la phase de travaux sur site et pendant la phase d'exploitation sur des zones non imperméabilisées
Ingestion de végétaux	Non	Absence de jardins et/ou potagers sur site
Ingestion d'eaux souterraines	Non	Absence de forage sur site

VOIES D'EXPOSITION	RETENUE O/N	JUSTIFICATION
Ingestion d'eaux de surface	Non	Aucun cours d'eau de surface sur site

Hors site :

Tableau 14 : voie d'exposition hors site (schéma conceptuel initial)

VOIES D'EXPOSITION	RETENUE O/N	JUSTIFICATION
Inhalation d'air intérieur	Oui	Possible transfert hors site retenu en l'absence d'investigations plus approfondies sur la qualité des eaux souterraines
Inhalation d'air extérieur	Oui	Possible transfert hors site retenu en l'absence d'investigations plus approfondies sur la qualité des eaux souterraines
Contact cutanée	Oui	Possible transfert hors site retenu si présence de pollution des sols avérée
Ingestion de sol	Oui	Présence de pavillons avec jardins et/ou potagers à proximité immédiate du site
Ingestion de végétaux	Oui	Présence de pavillons potagers à proximité immédiate du site
Ingestion d'eaux souterraines	Oui	Utilisation des nappes d'eaux souterraines dans le secteur étudié
Ingestion d'eaux de surface	Oui	Possibilité de transfert via les eaux souterraines

Ces relations sont représentées dans le Schéma Conceptuel initial détaillé ci-dessous :

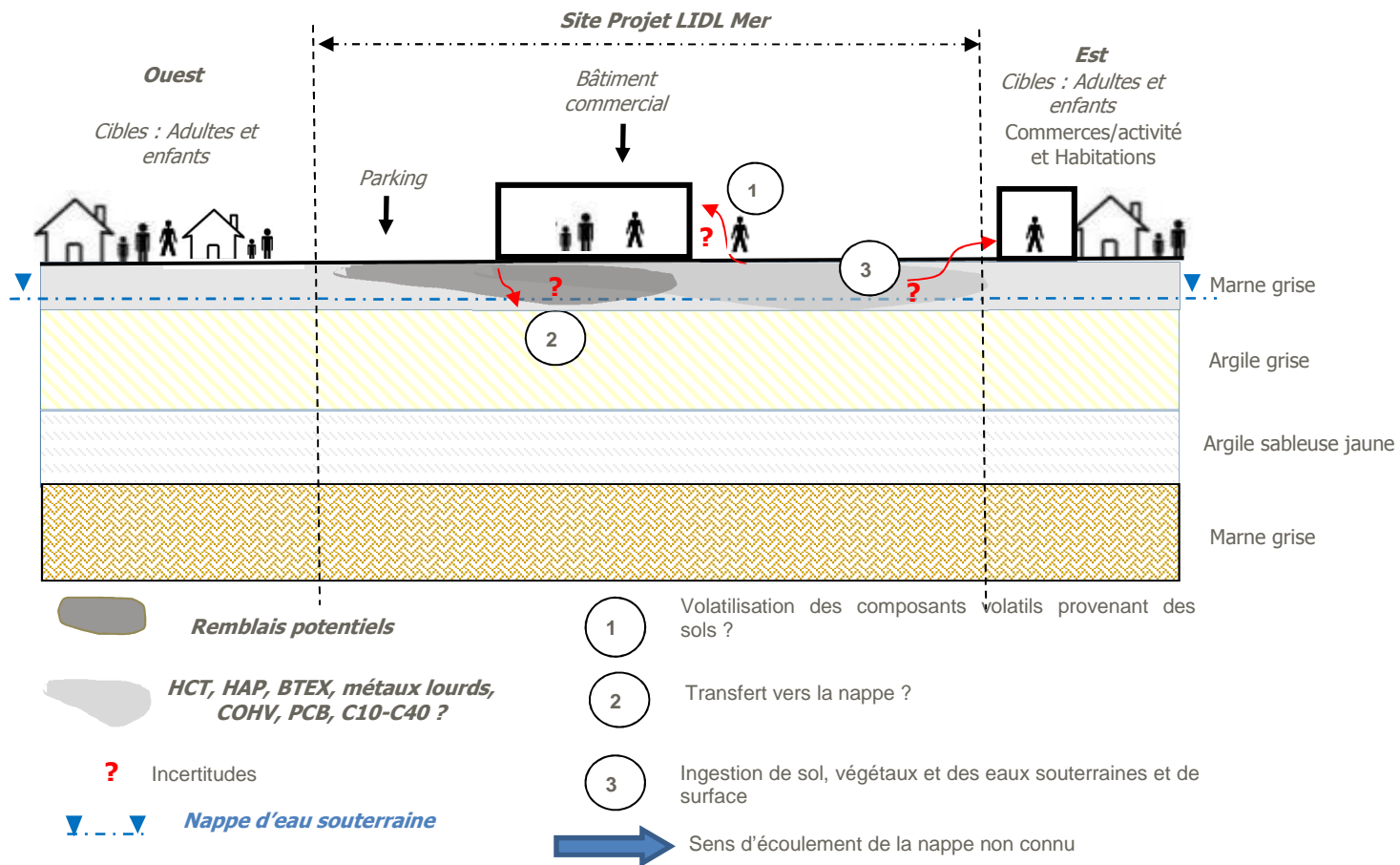


Figure 18 : schéma conceptuel initial (échelles verticales et horizontales non respectées)

## 10 PROGRAMME DES INVESTIGATIONS A METTRE EN ŒUVRE

Le programme d'investigations prévisionnel est détaillé dans le tableau 15 ci-après. Il est établi de manière à pouvoir définir :

- l'état de contamination des sols au niveau des sources de pollution potentielle identifiées lors de l'étude historique et documentaire.
- Définir l'acceptation potentielle des déblais du site dans des installations de stockage de déchets inertes (ISDI) dans le cadre du futur aménagement du site prévu.

Le plan prévisionnel d'implantation des sondages est présenté en figure 19 ci-après.  
Le programme analytique sera à adapter en fonction des zones de déblais prévues dans le cadre des travaux.

Tableau 15 : recommandations

Réf. points de sondage	SOURCE	LOCALISATION ET PROFONDEUR	ORIGINE DE LA POLLUTION POTENTIELLE/AVEREE	POLLUANTS ASSOCIES
P1, P2, P3, P4, P5	Ancienne station-service et cuves enterrées de carburant	4 sondages à -4m ou jusqu'à refus autour des cuves enterrées 1 sondage à -1m ou jusqu'à refus au droit du point de dépotage	Déversement accidentel, égouttures, fuite de produits	HCv, HCT, BTEX, HAP, Métaux toxiques, MTBE-ETBE
P6, P7, P8, P9, P10	Parking Ouest en enrobé	5 sondages à -1m ou jusqu'à refus	Déversement accidentel, fuite de véhicules	HCT, BTEX, HAP, Métaux toxiques
	Remblais	Sur les sondages réalisés	Remblais d'origine inconnue	HCT, BTEX, HAP, Métaux toxiques, PCB
P11, P12, P13,	Ancien bâtiment de stockage et d'entretien de matériel et produits agricoles	3 sondage à -1m ou jusqu'à refus	Déversement accidentel, égouttures de produits, résidus de dépôts divers	HCv, HCT, BTEX, HAP, Métaux toxiques
P14, P15, P16, P17, P18	Parking en calcaire et en enrobé côté Est	5 sondages à -1m ou jusqu'à refus	Déversement accidentel, fuite de véhicules, résidus de dépôts divers	HCT, BTEX, HAP, Métaux toxiques
P19, P20, P21	Parking Nord en enrobé	3 sondages à -1m ou jusqu'à refus	Déversement accidentel, fuite de véhicules, résidus de dépôts divers	HCT, BTEX, HAP, Métaux toxiques



Réf. points de sondage	SOURCE	LOCALISATION ET PROFONDEUR	ORIGINE DE LA POLLUTION POTENTIELLE/AVEREE	POLLUANTS ASSOCIES
	(ancienne zone de stockage extérieur ou de stationnement)			
P22, P23, P24	Ancien auvent de stockage et de stationnement	3 sondages à -1m ou jusqu'à refus	Déversement accidentel, égouttures de produits, fuite de véhicules, résidus de dépôts divers	HCT, BTEX, HAP, Métaux toxiques
P25, P26	Transformateurs électriques	1 sondages à -1m ou jusqu'à refus devant chaque local soit 2 sondages	Déversement accidentel, égouttures de produits, fuite de diélectrique	HCT, Métaux toxiques, PCB
P27	Séparateur hydrocarbures sur les eaux de voirie (présence et localisation non confirmée)	1 sondages à -2m ou jusqu'à refus	Déversement accidentel, égouttures de produits, fuite de l'ouvrage	HCT, BTEX, HAP, Métaux toxiques
P28, P29, P30, P31	Futur bâtiment LIDL	4 sondages de la profondeur du décaissé de prévu pour les travaux (profondeur non précisée à ce jour)	Résidus de dépôts ou produits divers	8 Métaux sur brut + Lixitest

\* HCT : Hydrocarbures totaux (fraction C10-C40)

HCv : hydrocarbures volatils (fractions C5-C10)

HAP : 16 hydrocarbures aromatiques polycycliques

BTEX : Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylène

COHV : composés organiques halogénés volatils, dont Perchloroéthylène.

Métaux : 8 métaux toxiques : Cuivre, Arsenic, Cadmium, zinc, Plomb, Mercure, Nickel, Chrome

PCB : Polychlorobiphényles (7 composés)

Lixitest (arrêté du 12/12/2014 : caractérisation des éluats pour l'envoi en Installation de Stockage de Déchets Inertes) : Carbone Organique Total (COT), lixiviation 24h + analyses sur éluats de Antimoine, Arsenic, Baryum, Cadmium, COT, Chlorures, Chrome, Cuivre, Fluorures, Indice Phénol, Mercure, Molybdène, Nickel, Plomb, Résidu à sec à 105°C, Sélénium, Sulfates, Zinc, Chlorures.

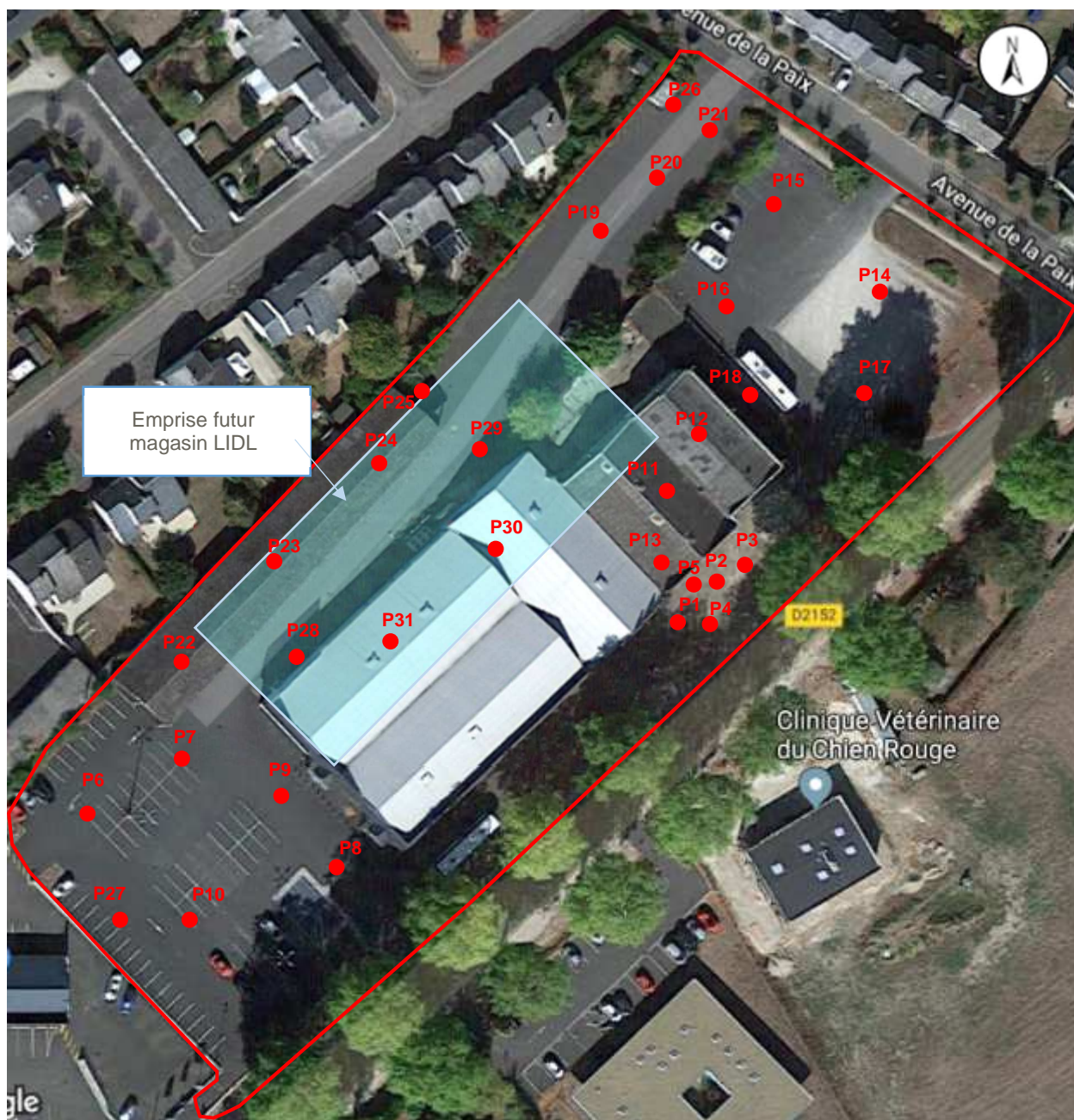


Figure 19 : Plan de localisation des sondages proposés (sur fond de vue aérienne de Geoportail)

## 11 CONCLUSIONS : RESUME TECHNIQUE

Ce chapitre présente les conclusions et recommandations associées à la réalisation de l'étude historique et documentaire du futur site Lidl de Mer. Il représente le résumé technique de l'étude.

### Usage du sol considéré :

Les conclusions et préconisations suivantes sont adaptées au futur usage du site à savoir un usage commercial.

### Synthèse des diagnostics précédents :

Aucun diagnostic antérieur ne nous a été communiqué par le client.

### Synthèse de l'étude :

Des sources de pollution potentielle des sols ont été identifiées sur le site lors de l'étude historique et documentaire. Ces sources sont détaillées ci-dessous :

- Ancienne station-service et cuves enterrées de carburant,
- Parking Ouest en enrobé,
- Remblais,
- Ancien bâtiment de stockage et d'entretien de matériel et produits agricoles,
- Parking en calcaire et en enrobé côté Est,
- Parking Nord en enrobé (ancienne zone de stockage extérieur ou de stationnement),
- Ancien auvent de stockage et de stationnement,
- Transformateurs électriques,
- Séparateur hydrocarbures sur les eaux de voirie (présence et localisation non confirmée).

Ne disposant pas d'informations sur l'apport de remblais lors de la construction du site et sur la qualité de ces derniers, nous vous recommandons de récupérer les informations nécessaires sur les matériaux utilisés (provenance, qualité), afin de lever toute incertitude sur leur qualité.

A défaut, seuls des prélèvements pour analyses des remblais utilisés permettront de préciser leur qualité.

Nous vous préconisons de réaliser des investigations de sols au droit des sources potentielles identifiées dans le cadre de cette étude. Le programme prévisionnel d'investigations est détaillé au paragraphe 10 et repris sur la figure 19 présentée ci-avant.

Notons que les conclusions et recommandations ici apportées ne sont valables qu'en fonction du projet d'aménagement et de l'usage futur considérés dans cette étude. Si l'usage du site ou le projet de construction venait à être modifié, un nouveau diagnostic serait à réaliser.

-o0o-

Pour toute question, n'hésitez pas à contacter les rédacteurs et vérificateurs de ce rapport dont les coordonnées sont rappelées en tête de ce dossier.

## 12 ANNEXE – documents consultés aux archives départementales du Loir et Cher

- Demande d'autorisation d'ouverture d'une cabine de peinture par pulvérisation pour la Société Thelliez

*Perm. service  
4.9.67*

**Pierre CANTAIS**  
ARCHITECTE D. E. S. A  
35, rue Monin, 35 - BLOIS  
Téléphone : 78.12.65

Monsieur Pierre CANTAIS  
ARCHITECTE DEPARTEMENTALE

à

Monsieur LE PREFET DE LOIR-&-CHER

N/Réf. TA/FC  
Objet : Permis de construire  
Etablissements THELLIEZ à MER

J'ai l'honneur de vous faire parvenir une demande d'autorisation d'ouverture d'une cabine de peinture par pulvérisation pour les Etablissements THELLIEZ à MER.

*Hauts*



DEMANDE D'AUTORISATION D'OUVERTURE  
D'UNE CABINE DE PEINTURE PAR PULVERISATION

-----

Permis de construire n° 26 478

NOM, PRENOM, DOMICILE DU PETITIONNAIRE :

Etablissements THELLIEZ - route Nationale à MER

EMPLACEMENT SUR LEQUEL L'ETABLISSEMENT DOIT ETRE INSTALLE :

Sur les parcelles n° H 911 p, 911bis - 912 p, - 913 p  
914 p - 915 p, d'une superficie totale de 3 732 m<sup>2</sup>

NATURE DES INDUSTRIES :

Vente et réparation de Matériel agricole

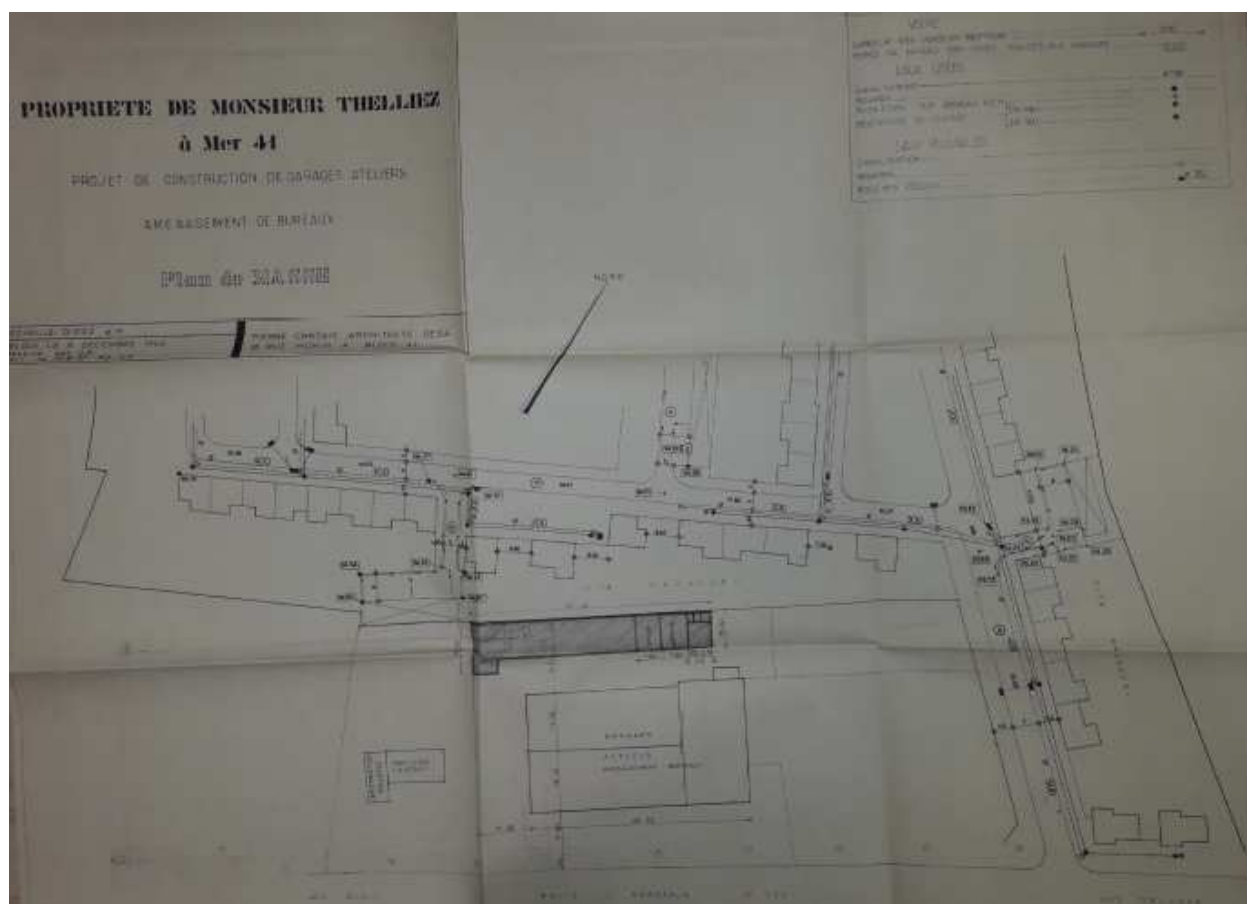
CONDITION D'EVACUATION DES EAUX RESIDUAIRES :

bacs de dégraissage, regards canalisations, jusqu'au égouts  
de la ville.

Dressé par l'Architecte soussigné,  
Blois, le 24 août 1967

*Hauts*  
10/15/1967

P.J. - Un plan de situation et de masse au 1/500 ème, en double  
exemplaires.



- Retour de la prefecture au 07/12/1967 en réponse au dossier de demande d'installation d'une cabine de peinture par pulvérisation déposé par la Société Thelliez

DÉPARTEMENT  
D.E. LOIR ET CHER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DU TRAVAIL  
ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE

BLOIS LE 7 DECEMBRE 1967

CENTRE ADMINISTRATIF

LE DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DU  
TRAVAIL ET DE L'EMPLOI,  
Inspecteur des Etablissements Classés

TÉLÉPHONE : 78.07.66

Réf. à rappeler  
DIR  
n° 2335 LB/BL

PRÉFECTURE  
de Loir & Cher

Monsieur le PRÉFET de  
LOIR ET CHER

1ère Direction - 1er Bureau

OBJET : Etablissement classé - Installation d'une cabine de  
peinture par pulvérisation - Pétitionnaire : Etablissement  
THELLIEZ à MER.

REFER : Votre bordereau du 4 septembre 1967

P. J. : un dossier en retour

J'ai l'honneur de vous faire retour, après examen et  
enquête, le dossier de demande d'installation d'une cabine de  
peinture par pulvérisation présenté par les Etablissements THELLIEZ  
route nationale 152 à MER.

Cette cabine doit être rangée dans la 3ème classe sous le  
n° 405. A. 1°. b de la nomenclature.

Le récépissé de déclaration devra préciser que la quantité  
de peinture entreposée dans la cabine doit être limitée à celle  
nécessaire aux besoins journaliers, le stock de peinture devant  
être entreposé dans un local distinct construit en matériaux  
incombustibles et fermant à clef.

Je n'ai pas d'autre observation à formuler en ce qui ne  
concerne.

LE DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DU  
TRAVAIL ET DE L'EMPLOI,  
Inspecteur des Etablissements Cl.

L. BESSE

- Récépissé de déclaration du 11/12/1967

REPUBLIQUE FRANCAISE - PREFECTURE DE LOIR-et-CHER

Direction de l'Administration  
Générale et de la Réglementation

1er BUREAU

N° 93/67 PC/MJ

BLOIS, le 11 DECEMBRE 1967

LE PREFET DE LOIR-et-CHER

à Monsieur le MAIRE de M E R

**PRÉFECTURE**  
- 3 JANV 1968  
de Loir-et-Cher

OBJET - Etablissements classés dangereux, insalubres ou incommodes.


J'ai l'honneur de vous transmettre, en double exemplaire, le récépissé de la déclaration que m'a adressée M. le Directeur des Etablissements THELLIEZ au sujet de l'installation à MER d'une cabine de peinture par pulvérisation.

Je vous serais obligé de vouloir bien remettre un exemplaire de ce récépissé à M. le Directeur des Ets THELLIEZ et me faire parvenir le procès-verbal constatant la remise de cette pièce.

Le second exemplaire sera conservé en Mairie avec la déclaration de l'intéressé et le plan de l'installation que vous trouverez également annexés.

*ci joint 2 ex  
de notification  
après D. R.*

P. le Préfet  
le DIRECTEUR de l'ADMINISTRATION  
GENERALE et de la REGLEMENTATION,





REPUBLIQUE FRANCAISE - PREFECTURE DE LOIR-et-CHER

Direction de l'Administration  
Générale et de la Réglementation

1er Bureau

N° 93/67 PG/143

ETABLISSEMENTS CLASSES DANGEREUX,  
INSALUBRES ou INCOMMODES de 3ème CLASSE

RECEPISSE DE DECLARATION

Vu la déclaration écrite et le plan y annexé de M. le Directeur des Ets  
**THELLIEZ**

Vu la loi du 19 Décembre 1917 et ses décrets réglementaires d'application  
sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes; ainsi que la nomenclature  
des établissements classés annexés à ce dernier décret ;

DONNE RECEPISSE

à M. le Directeur des Ets **THELLIEZ**

demeurant à **NER**

de sa déclaration relative à l'installation dans la commune de **NER**, Route Nationale  
n° 152

de l'établissement dangereux, insalubre ou incommode de 3ème classe suivant :  
**Cabine de peinture par pulvérisation (dépôt à ranger sous le n° 405 A 1° de la  
nomenclature). La quantité de peinture entreposée dans la cabine doit être limitée  
à celle nécessaire aux besoins journaliers, le stock de peinture devant être entre-  
posé dans un local distinct construit en matériaux incombustibles et fermant à clef,  
sous la réserve expresse des droits des tiers et des prescriptions en vigueur.**

Si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de trois ans à partir  
de la déclaration ou si l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux  
années consécutives, le pétitionnaire devra faire une nouvelle déclaration.

Le présent récépissé sera remis au déclarant par les soins de M. le  
Maire de **NER**  
qui fera parvenir à la Préfecture procès-verbal de cette remise.

Copie de ce récépissé sera transmise à :

- a) - M. le Maire de **NER**  
chargé de la communiquer sur place aux personnes intéressées ;
- b) - M. **BOISE**  
Inspecteur des Etablissements classés du Département pour s'assurer de l'exé-  
cution des prescriptions en vigueur en ce qui concerne les établissements  
dangereux, insalubres et incommodes.

BLOIS, le 11 Décembre 1967

P. le Préfet  
le DIRECTEUR de l'ADMINISTRATION  
GENERALE et de la REGLEMENTATION,

  
Signé : GARANDEAU

- Procès verbal de notification à la société Thelliez du 27/12/1967

REPUBLIQUE FRANCAISE

MAIRIE DE MER

PROCES VERBAL DE NOTIFICATION

Nous, soussigné, Maire de la Commune de MER  
certifions nous être transportés ce jour  
Route Nationale I52 a MER Chez les Ets THELLIEZ  
et parlant à sa personne

Nous lui avons remis un Récépissé de déclaration relatif  
à l'installation d'une cabine peinture pour pulvérisation  
délivré par Monsieur le Préfet en date du II.I2.1967


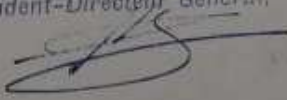

N° 95 /67 PC-MJ

De ce qui précède nous avons dressé le présent Procès-verbal  
pour servir et valoir de que de besoin

Mer le 27 Décembre 1967

Le Garde Champêtre Les Ets THELLIEZ LE MAIRE

Pour les Établ. THELLIEZ  
Le Président-Directeur Général.



- Dossier de demande datant du 22/01/1981 de la société Dock de Blois pour l'ouverture d'un poste de distribution de carburant



enseignes :  
radar junior  
radar super

N/Réf. JT/CB

Préfecture de Loir & Cher  
Service des établissements classés:  
41000 BLOIS

Objet : Installation d'un poste de  
distribution de carburant  
Route d'Orléans et rue de  
la Paix à Mer (Loir & Cher)

Blois le : 22 Janvier 1981

Monsieur le Préfet,

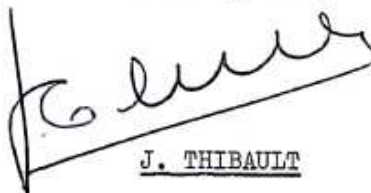
Nous vous prions de trouver, ci-joint, une déclaration  
en triple exemplaire, d'ouverture d'un poste de distribution  
de carburant à Mer (41).

Cette demande correspond au cahier des charges du  
lotissement, celui-ci ayant été prévu pour des activités  
commerciales.

Notre commerce "Supermarché" étant de cette nature, nous  
ne dérogeons pas au règlement du lotissement.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de notre  
profonde considération.

Pr. le Président  
du Conseil d'Administration  
Directeur général



J. THIBAUT

P.S. - N° I N S E E : 780 1 300 43

N° inscription au répertoire des métiers : R.C.S. BLOIS

B 780 1 300 43

Nombre de salariés : 20

Société anonyme  
régie par les articles  
118 à 150 de la loi  
sur les sociétés commerciales  
capital 10.968.500 F

Siège social  
16, avenue Gambetta  
41008 Blois  
B.P. 819  
Tél. : 78.47.21

Siège administratif  
5, rue Fleury  
03201 Vichy  
B.P. 301  
Tél. : (70) 32.48.00

C.C.P. Paris 184.04  
SIRET 780130043/02980  
APE 6221  
R.C. 54 B 5 Blois

46 DOCKS de BLOIS

Objet : RADAR SUPER  
Route Nationale 152  
41500 - MER

Le 22 Janvier 1981

Monsieur le Préfet  
du Département de : LOIR et CHER  
Service des Etablissements Classés

OBJET : Déclaration pour la création d'un Etablissement Classé.

Monsieur le Préfet,

Je soussigné M. THIBAUT, agissant en qualité de  
représentant légal de la Sté des Docks de Blois, déclare  
par la présente que je me propose d'installer une distribution de carburants  
soumise à déclaration, en application de :

- la loi n° 76 663 du 13 Juillet 1976,
- le décret n° 77 1133 du 21 Septembre 1977.

Cette installation comprendra :

1) Un stockage de liquides inflammables

- 1 réservoir de 80m<sup>3</sup> 3 compartiments destiné au stockage de  
40m<sup>3</sup> de supercarburant (liquide de 1ère Catégorie 253 B  
de la nomenclature),  
20m<sup>3</sup> de Gas Oil (liquide de 2ème Catégorie 253 C de la  
nomenclature),  
20m<sup>3</sup> d'essence ordinaire (liquide de 1ère Catégorie 253 A  
de la nomenclature).

2) Distribution de liquides inflammables n° 261 bis de la  
nomenclature, au moyen de :

- mélangeur 2 Temps de 1 m<sup>3</sup>/heure pour liquide de 1ère caté-  
gorie,
- 3 volucompteurs de 3 m<sup>3</sup>/heure pour liquide de 1ère catégorie  
(2 pour le supercarburant - 1 pour l'essence ordinaire),
- 1 volucompteur de 3 m<sup>3</sup>/heure pour liquide de 2ème catégorie  
(GO).

3) Disposition en cas d'incendie :

Cette installation sera équipée de moyens suffisants pour la  
lutte contre l'incendie.

L'installation de ces divers éléments constituant l'établissement  
est prévue conformément aux prescriptions générales des Arrêtés pris en appli-  
cation des décrets 771133 et 1134 du 21 Septembre 1977 et de la Circulaire  
Ministérielle du 17 Avril 1975.



En application de l'Article 29 de cette circulaire les :

- Certificat du constructeur d'épreuve à 3 bars du réservoir,
- Certificat de conformité de l'installation,
- Certificat d'essai pneumatique à 300 m/m bars de l'installation

seront transmis au Service Départemental chargé de l'inspection  
des Etablissements Classés avant la mise en service de l'installation.

Vous demandant de bien vouloir me donner récépissé de la présente  
déclaration,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma  
considération distinguée.

Pr. le Président  
du Conseil d'Administration  
Directeur général



J. THIBAUT

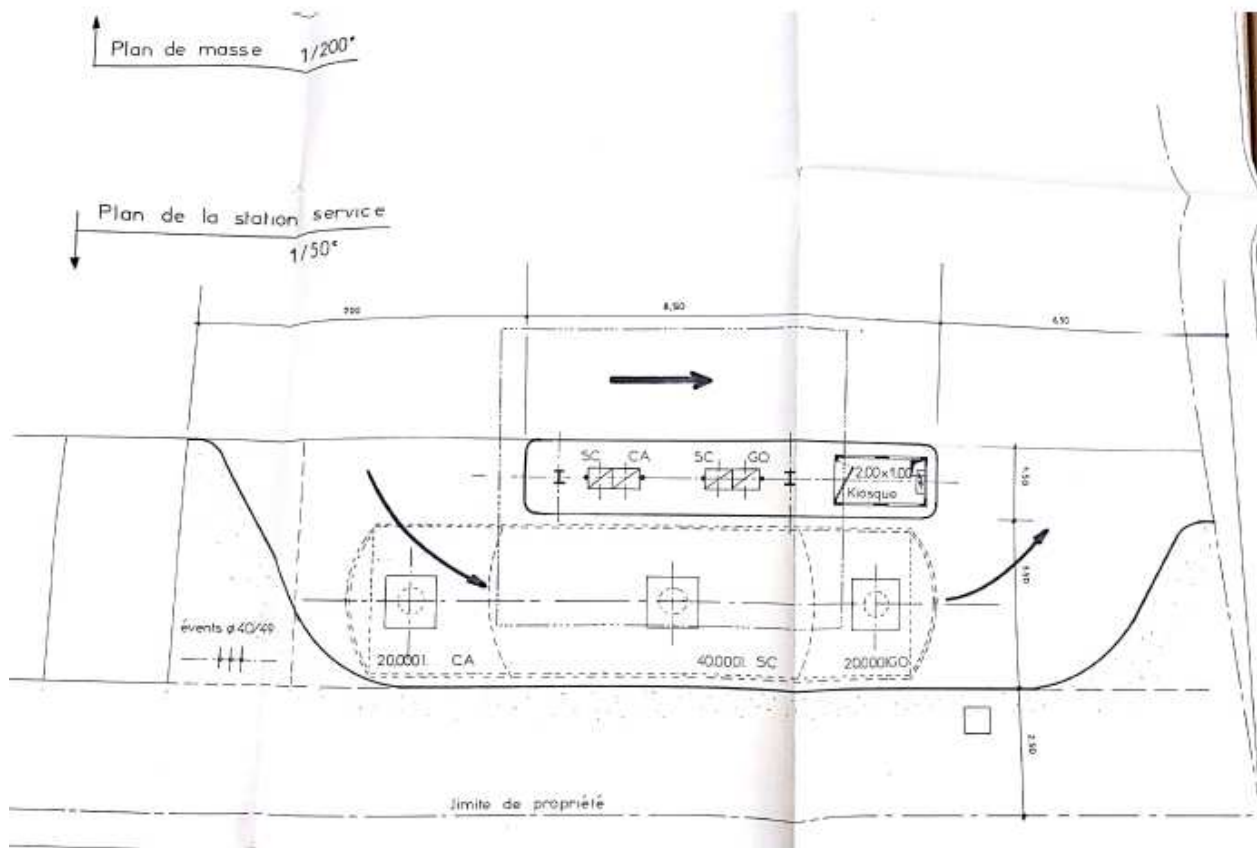
[illegible]

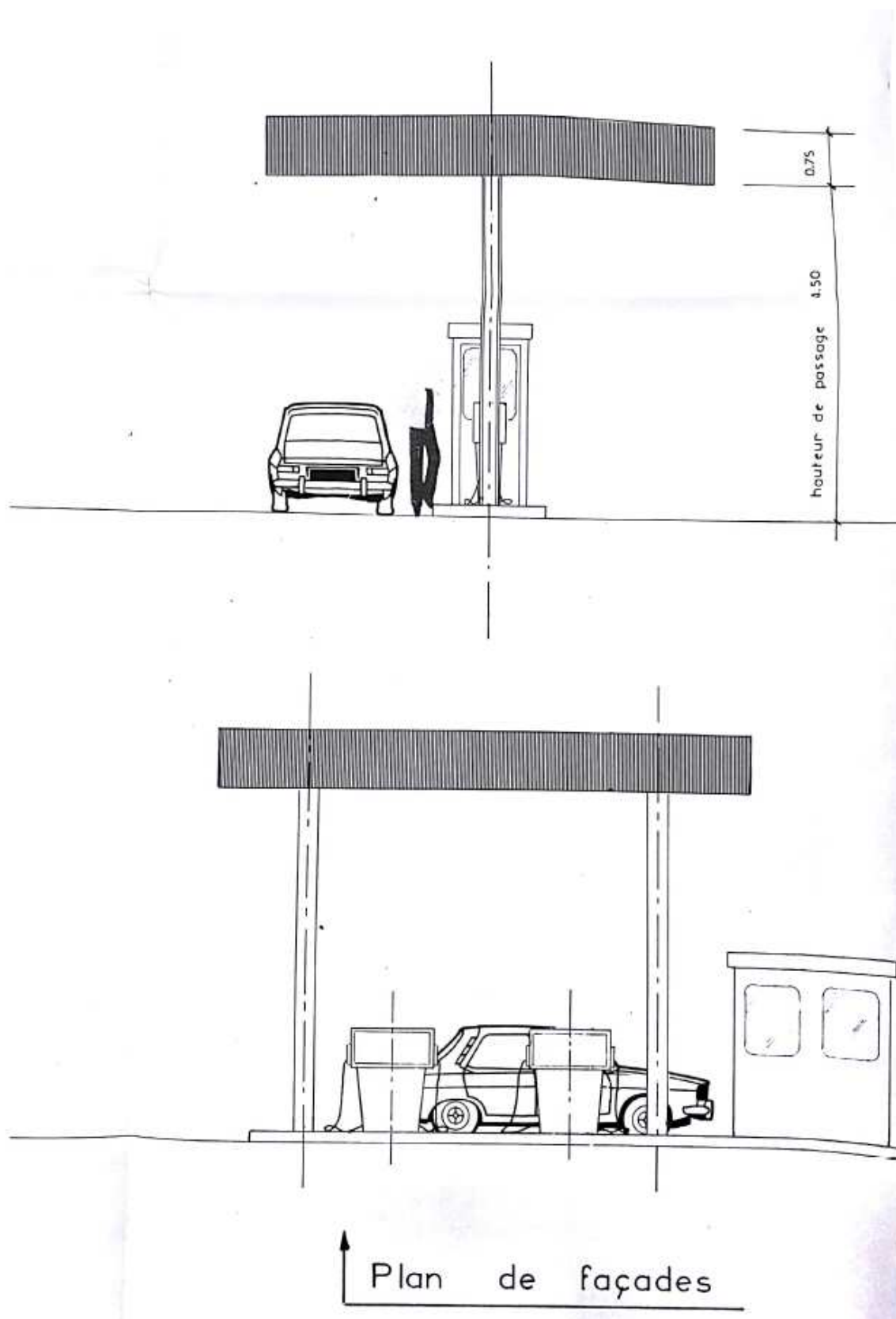
22 JAN. 1981

- ```

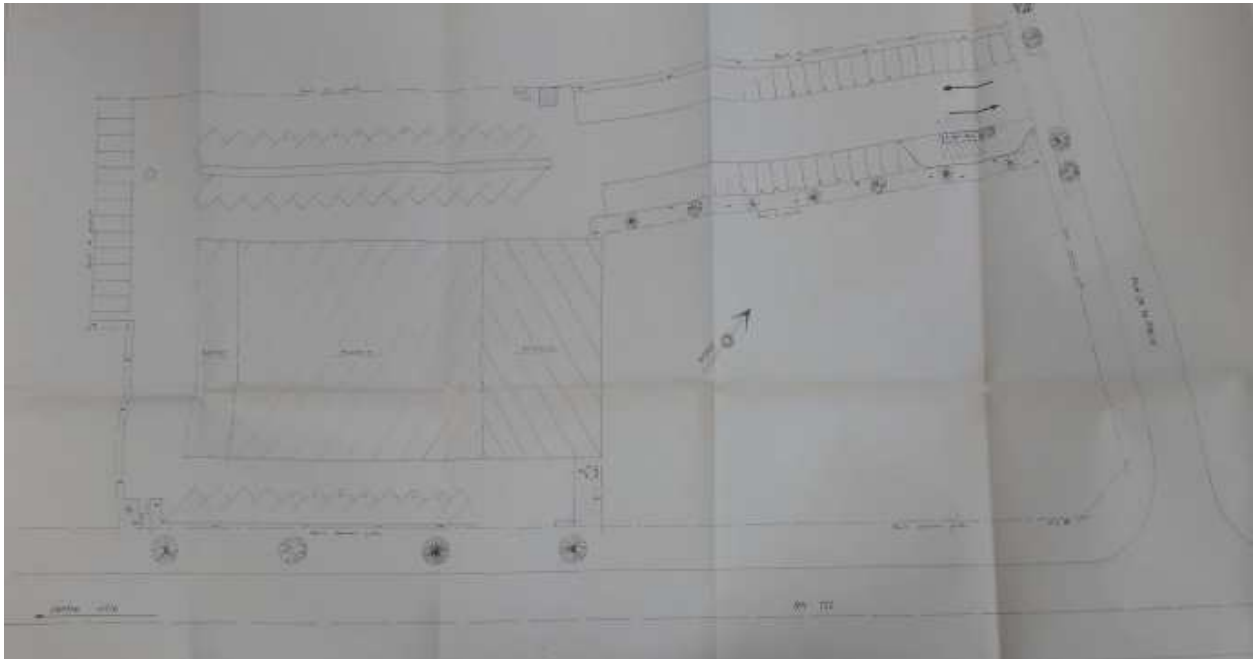
1 Réservoir 80 000 l. ( 20.000 l. CA+40.000 l. SC + 20.000 l. GO )
1 volucompteur double SC-CA type SATAM
1 volucompteur double SC-GO type SATAM
1 kiosque 200 x 100
1 auvent 6.00 x 7.00
dépotages ø 80 / 90 directs
évents ø 40 / 49
aspirations ø 33 / 42

```









- Dossier de déclaration relative à la mise en service d'un dépôt de liquides inflammables et d'une installation de distribution, datant du 24/02/1981

PRÉFECTURE  
DE  
LOIR-ET-CHER

24 FEV. 1981

Blois, le

1ère DIRECTION  
RÉGLEMENTATION  
ET AFFAIRES GÉNÉRALES

4ème BUREAU

Tél : 78-39-53

Poste n° 33 52

LE PREFET DE LOIR-et-CHER

à

Monsieur le MAIRE de MER

**OBJET** - Installations classées pour la protection de l'Environnement -  
Déclaration relative à la mise en service d'un **dépôt**  
**de liquides inflammables et d'une installation de distribution.**

J'ai l'honneur de vous communiquer pour être conservé en Mairie,  
un dossier relatif à l'installation classée citée en objet.

Ce dossier comporte :

- un exemplaire de la déclaration adressée par **M. J. THIBAUT**  
**Directeur de la S.A DOCKS DE**
- une copie du récépissé que je lui ai délivré ; **BLOIS**
- une copie des prescriptions générales applicables **aux installations**

Selon les dispositions de l'article 27 du décret n° 77-1133 du  
21 Septembre 1977 paru au Journal Officiel du 8 Octobre 1977, la copie  
du récépissé doit être affichée pendant une durée minimum d'un mois à  
la Mairie avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter  
sur place le texte des prescriptions générales.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire parvenir le  
procès-verbal, dressé par vos soins, constatant l'accomplissement de  
cette formalité.

**LE PREFET,**  
P. le Préfet et par délégation  
Le Directeur de la Réglementation  
et des Affaires Générales

**Marcel BRUNA**

REPUBLIQUE FRANCAISE - PREFECTURE DE LOIR-et-CHER

DIRECTION de la REGLEMENTATION  
et des AFFAIRES GENERALES

4ème BUREAU  
N° 5/81

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION  
de l'ENVIRONNEMENT

-----  
Récépissé de déclaration

LE PREFET de LOIR-et-CHER,

Vu la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 ;

Vu le décret modifié du 20 mai 1953 constituant à titre transitoire la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement prévue à l'article 2 de la loi du 19 juillet 1976 ;

DONNE RECEPISSE

à M. le Directeur de la Sté. DOCKS DE BLOIS, 16 avenue Gambetta à BLOIS

de sa déclaration en date du 22 Janvier 1981 relative à la mise

en service à MER, 19 route Nationale 152

d'un dépôt de liquides inflammables (un réservoir de 80 m3 compartimenté : 40 m3 de super, 20 m3 de gaz-oil et 20 m3 d'essence)

d'une installation de distribution comprenant : 1 mélangeur débit 1 m3/heure et 4 volucompteurs débit 3 m3/heure.

installations rangées sous les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- N° 253
- N° 261 bis

Les conditions d'aménagement et d'exploitation devront satisfaire aux prescriptions générales ci-annexées, susceptibles de faire l'objet de modifications ultérieures.

Toute modification apportée aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale devra être portée avant sa réalisation à la connaissance de l'administration qui pourra exiger une nouvelle déclaration.

Tout transfert des installations sur un autre emplacement nécessitera une nouvelle déclaration.

La déclaration cessera de produire effet si les installations n'ont pas été mises en service dans le délai de trois ans ou si l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Si les installations changent d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration dans le mois qui suivra la prise en charge de l'exploitation.

Si les installations cessent d'être exploitées, l'administration devra en être informée dans le mois qui suivra cette cessation.

Le site des installations devra être remis dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

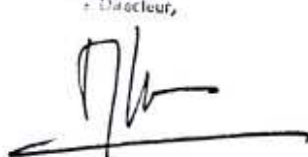
Les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 devront être déclarés sans délais à l'inspection des installations classées.

Les infractions ou l'inobservation des dispositions indiquées ci-dessus entraînera l'application des sanctions pénales et administratives prévues par la loi du 19 juillet 1976.

Une copie de ce récépissé sera adressée à :

- M. le Maire de **MER**  
et sera affichée par ses soins pendant une durée minimum d'un mois à la Mairie avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place le texte des prescriptions générales ;
- M. le Directeur Interdépartemental de l'Industrie - ST JEAN LE BLANC  
Inspecteur des installations classées qui pourra visiter à tout moment l'installation ;
- M. le Directeur départemental de l'Équipement, pour information.

BLOIS, le 16 Février 1981

En ampliation,  
Le Directeur,  
  
Marcel L...



LE PREFET,  
POUR LE PREFET ET EN L'ABSENCE  
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Daniel CONSTANTIN